

# le prolétaire

M2414-410-5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

MARS - AVRIL-MAI  
1991

5 FF / 30 FB  
3 FS / 3000 Li

No 410

## Les leçons de la Commune

Il y a 120 ans la Commune de Paris était écrasée par les troupes versaillaises; les dizaines de milliers de victimes de la répression bourgeoise sanctionnaient la victoire de la contre-révolution internationale puisque la victoire des troupes de Thiers ne pût être possible qu'avec le soutien tacite des armées allemandes encerclant Paris. Dès lors, dira Marx, toutes les armées bourgeoises ne font qu'un face au prolétariat. Loin d'être le dernier exemple d'une époque révolue - celle des guerres et des révolutions - la Commune de Paris signait au contraire le début d'une époque en étant la première incarnation, inévitablement confuse et balbutiante, de la DICTATURE DU PROLETARIAT. A ce titre, l'étude de ce vieil épisode glorieux de la lutte prolétarienne reste riche d'enseignements pour les luttes à venir. Nous avons choisi de publier de larges extraits d'un texte écrit par Trotsky en pleine guerre civile dans lequel celui-ci passe lucidement au crible toutes les faiblesses de la Commune et en dégage la leçon centrale pour qui veut vraiment la victoire révolutionnaire: LA NECESSITE DU PARTI DE CLASSE. Ce texte était écrit pour aider à la formation du parti communiste en France; soixante-dix ans après, il est donc plus que jamais d'actualité.

Mais la publication de cet article se veut aussi être notre réponse à la commémoration par les trotskystes de l'assassinat du grand révolutionnaire, dont ils n'ont retenu en les aggravant que les pires erreurs et les plus mauvaises positions de la période de la fin de sa vie. Trotsky a été aussi, dans le feu de la révolution, de la guerre civile et de l'instauration de la dictature du prolétariat, un des plus brillants et des plus fidèles au marxisme parmi les dirigeants communistes, "l'homme le plus digne d'être porté à la tête du parti prolétarien" comme l'écrivait Bordiga au moment où, sous couvert d'anti-trotskyisme, se faisaient jour en Russie les premiers signes de la dégénérescence politique qui ouvrait la voie à la contre-révolution. C'est ce Trotsky-là, celui des "leçons de la Commune" (ou de "Terrorisme et communisme"), qui reste un maître irremplaçable pour les générations révolutionnaires actuelles et futures.

Chaque fois que nous étudions l'histoire de la Commune, nous la voyons sous un nouvel aspect grâce à l'expérience acquise par les luttes révolutionnaires ultérieures, et surtout par les dernières révolutions, non seulement par la révolution russe, mais par les révolutions allemande et hongroise. La guerre franco-allemande fut une explosion sanglante, présage d'une immense boucherie mondiale, la Commune de Paris, un éclair, présage d'une révolution prolétarienne mondiale.

La Commune nous montre l'héroïsme des masses ouvrières, leur capacité de s'unir en un seul bloc, leur don de se sacrifier au nom de l'avenir, mais elle nous montre en même temps l'incapacité des masses à choisir leur voie, leur indécision dans la direction du mouvement, leur penchant fatal à s'arrêter après les premiers succès, permettant ainsi à l'ennemi de se ressaisir, de rétablir sa position.

La Commune est venue trop tard. Elle avait toutes les possibilités de prendre le pouvoir le 4 septembre (1), et cela aurait permis au prolétariat de Paris de se mettre d'un seul coup à la tête des travailleurs du pays dans leur lutte contre toutes les forces du passé, contre Bismarck aussi bien que

(Suite en page 4)

## GUERRE SAINTE ET PAIX ARMEE

La plus colossale machine de guerre américaine, avec l'aide de troupes françaises, anglaises et d'une ribambelle de participants à ce banquet de cannibales, est allée défendre des intérêts qui ne pouvaient plus être défendus - ou plus seulement - par des moyens "pacifiques" (guerre diplomatique, guerre économique, guerre de concurrence). Cet ensemble enchevêtré d'intérêts économiques, politiques et militaires de grandes ou de petites puissances, concentrés dans une des zones du monde les plus vitales pour le capitalisme et des plus instables requerrait finalement l'utilisation de la force militaire. La guerre livrée sous les plis du drapeau étoilé, présentée comme une guerre juste, comme une GUERRE SAINTE à grand renfort

La "guerre sainte" que l'Irak a invoquée contre les infidèles, coupables d'avoir "souillé" les lieux saints de l'Islam, contre ceux qui soutiennent Israël massacreur de palestiniens, et qui était de temps à autre remplacée par des appels au panarabisme, n'était que la couverture obscène de la politique expansionniste de la bourgeoisie et de l'Etat irakien et de la terrible répression interne que celle-ci nécessite. Ce que la propagande fanfaronne de Bagdad annonçait comme la "mère de toutes les batailles", dans laquelle la tenacité et l'ardeur au combat des soldats irakiens aurait pu vaincre la supériorité technique de l'adversaire, s'est révélé être un bluff gigantesque. La machine militaire irakienne complètement surpassée par l'aviation et l'électronique américaine s'est réduite à une masse de soldats affamés, transformés en pure chair à canon, alors que les populations civiles sur tout le territoire étaient soumises à un écrasant et systématique bombardement par les très civilisées forces armées occidentales.

Et les missiles Scud tirés sur Tel-Aviv ou l'Arabie Saoudite ont bien servi aux américains à mettre au point leur système de défense antimissile qu'à apporter un quelconque soutien militaire aux armées irakiennes. En outre l'Irak n'a pas réussi à entraîner Israël dans la guerre dans l'espoir

hasardeux de gagner ainsi le soutien des Etats arabes ou au moins des populations arabes.

En réalité aucun des deux adversaires n'a réussi à mobiliser les masses sans la plus honteuse des manipulations, sans la plus effrontée des mystifications, sans les mensonges les plus énormes.

La propagande délirante de l'Irak était nécessaire pour faire admettre à une population déjà saignée par 8 ans de guerre contre l'Iran de nouveaux sacrifices et la perspective d'une nouvelle boucherie, dans l'espoir que la mainmise sur le riche Koweït apporterait enfin une amélioration tangible de leurs conditions de vie. La propagande tout aussi délirante mais plus raffinée et bien plus puissante des Etats-Unis et de leurs alliés, était nécessaire pour susciter l'adhésion à la politique de rapine impérialiste, pour effacer le "syndrome du Vietnam" et enfin pour contrecarrer les effets dissolvants de la récession économique sur le climat social; bref pour revitaliser ce patriotisme, cette fierté nationale, cette confiance dans les institutions de l'Etat qui est nécessaire à toutes les guerres bourgeoises, qu'elles soient simplement économiques ou ouvertement militaires.

La terrible difficulté pour les prolétaires irakiens, comme pour ceux de la coalition, est que tout en sachant

d'un battage médiatique sans précédent, avait comme justification la RIPOSTE à un AGRESSEUR et l'intangibilité des frontières reconnues internationalement.

Bien entendu, le fait que les vertueux défenseurs occidentaux du Droit aient quelques années auparavant soutenu l'AGRESSION de l'Irak contre l'Iran n'a pas troublé les bonnes âmes, puisqu'il s'agissait alors d'empêcher le trouble-fête iranien de répandre "l'instabilité" dans la région, c'est-à-dire de menacer les intérêts occidentaux: alors il était juste d'agresser, aujourd'hui il est juste de punir l'agresseur!

qu'au Front ou à l'arrière ils sont utilisés pour des intérêts bourgeois, ils ne voient d'autre issue pour améliorer leur situation qu'en se mettant du côté de celui qui semble le plus fort. C'est là la malédiction qui frappe tous les prolétaires de la planète depuis l'écrasement du mouvement communiste révolutionnaire et la domination du collaborationnisme interclassiste et démocratique sur le mouvement ouvrier. Et cette malédiction ne pourra

(Suite en page 5)

### DANS CE NUMERO :

- Aucun plan capitaliste ne peut faire reculer le chômage
- Résolution sur le chômage
- A propos du travail de nuit (Marx)
- Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde
- Le capitalisme mondial à nouveau dans la tourmente
- Le programme du parti communiste révolutionnaire (11)
- L'alibi humanitaire au service de l'impérialisme
- Pérou : le choléra n'est pas une fatalité

## Etats-Unis : de la crise économique aux fièvres guerrières

Il y a encore quelques mois, l'emballement de l'économie américaine inquiétait Wall-Street. Les boursiers craignaient un "dérapage" inflationniste provoqué par une poussée de la demande intérieure et une accélération de l'endettement des entreprises poussées à investir pour augmenter leur productivité. A ce moment-là, il n'était pas rare de voir la bourse réagir positivement aux annonces de l'augmentation du chômage. Les experts si instruits de Wall Street posaient une équation fort simplette: plus de chômage prouve que l'économie ne s'emballe pas, suit une progression "normale" et qu'il ne faut donc pas craindre une augmentation trop forte des importations qui déséquilibrent les balances commerciales et des paiements.

Mais cela se passait l'année dernière, lorsque l'indice du taux de chômage avoisinait les 5,5 % après avoir chuté plusieurs années de suite. Cette année, changement de décor. Les effets pervers de l'endettement, le sauvetage de l'après-krak de 87, consistant à essuyer l'ardoise en injectant encore plus de capital argent, la stagnation de la productivité (mal endémique des Etats-Unis) par rapport aux principaux concurrents, l'incapacité matérielle de l'Etat à gérer son budget sans faire appel aux capitaux extérieurs (et donc à entretenir des taux d'intérêts élevés pour être attractif), la concurrence internationale élevée, où seule l'élite restreinte du capitalisme

mondial peut se faire une place honorable, sont en train de faire leurs effets sur le colosse américain.

La hausse du taux de chômage en 90, même si elle fut encore faible est significative. En effet, depuis juillet elle est passée d'environ 5,3 % à 6,8% (chiffre de mars) après un an de stabilité. Ce n'est certainement pas par accident, mais cela indique le début d'une tendance plus générale de précarité croissante du travail. Les boursiers ont d'ailleurs changé de registre à propos de l'emploi et commencent à s'alerter pour leurs précieux profits face à une réalité de crise.

Au mois d'août 90, 40000 emplois ont été supprimés dans le bâtiment, 7000 dans les mines, 45000 dans l'industrie manufacturière et enfin 30000 dans le domaine de l'électronique, et le secteur des services (si prolifiques en "Mac Donald's jobs" sous payés) s'essoufle en matière de création d'emploi. Depuis les suppressions d'emplois continuent sans cesse, mais plus grave pour les capitalistes, les bénéfices des entreprises baissent. Le secteur de la sidérurgie, secteur important s'il en est, a connu de lourdes pertes au troisième trimestre 1990. Cela a été le plus mauvais trimestre depuis la récession de 1980. La déprime a continué au premier trimestre de cette année. Selon des estimations les 6 plus grands principaux sidérurgistes auraient ainsi perdu 31 dollars par tonne d'acier livrée (

Inland Steel Industries aurait même perdu 60 dollars par tonne), alors qu'un an auparavant ils gagnaient en moyenne 15 dollars par tonne. Les commandes d'acier toujours pour ce même premier trimestre ont baissé de plus de 40% par rapport à l'année dernière. Conséquence: des fermetures de hauts fourneaux pour réduire les capacités excédentaires, et donc du chômage supplémentaire.

Les bourgeois s'interrogent: si les mauvais indices se multiplient, il faudra prendre des "mesures"! Comme toujours le levier d'action du capital n'a que deux sens: ou augmenter le prix de l'argent (le taux d'intérêt) pour opérer la sélection "naturelle" des entreprises (en effet seules les plus fortes résistent et régénèrent la "race" des capitalistes), ou lâcher la bride sur les intérêts, comme après le krak de 87, pour faciliter l'accession au crédit pour les entreprises, mais en prenant ainsi le risque de pousser trop loin l'endettement, de faire survivre les entreprises peu rentables qui contribuent à diminuer le taux de profit moyen de l'économie.

En fait le dilemme se pose en gros de cette façon: le relèvement des taux d'intérêt permet de revaloriser le dollar, c'est-à-dire d'attirer les capitaux nécessaires au financement du déficit

(Suite en page 6)

# Aucun plan capitaliste ne peut faire reculer le chômage

Peu de temps après la formation de son gouvernement, Rocard avait lancé à grand fracas un plan "sans précédent" de lutte contre le chômage, présenté comme un "traitement économique" et non plus social du problème; c'est-à-dire un plan devant déboucher sur la création réelle d'emplois plutôt que sur des mesures sociales destinées à adoucir la situation des chômeurs afin de préserver la paix sociale.

Nous avions dénoncé à l'époque les mensonges de ce plan fausement appelé anti-chômage alors qu'il s'agissait d'un plan anti-ouvrier de soutien aux entreprises (1).

Plus de deux ans après, non seulement le chômage n'a pas substantiellement diminué - en dépit des cris de satisfaction chaque fois que les statistiques officielles indiquaient une petite amélioration -, mais les premiers effets de la récession économique mondiale ont provoqué une spectaculaire remontée du nombre des chômeurs.

A la mi-février, Rocard décidait donc de relancer le "plan-emploi" après avoir déclaré que "le taux de chômage qui a baissé de 10,5% en 1987 à 8,9% en 1990, est aujourd'hui de 9% et risque de remonter d'environ 0,2% en 1991" (discours à Lille, le 12/2). Mais il n'était plus question comme en 1988 de prétendre créer de véritables emplois, mais des "petits boulots" ("Contrats Emploi Solidarité" ex-TUC, etc.) par des Associations, en particulier grâce à "la tradition généreuse des militants enracinés dans le mouvement ouvrier et associatif" (Rocard, *ibid.*), ou grâce aux facilités accordées aux handicapés... Il est difficile pour le gouvernement d'affirmer plus ouvertement qu'il se moque du problème du chômage, ou, pour reprendre l'affirmation lancée par un jeune Réunionnais à Rocard, qu'il prend les travailleurs "pour des cons".

Il aura fallu attendre moins d'un mois pour que les prévisions rocardiennes sur le chômage soient pulvérisées: on apprenait fin mars que le nombre des chômeurs avait atteint en février 9,2% de la population active, soit une augmentation de 3,6% en un

an. Mais l'explication était toute trouvée: c'est la faute de la guerre du Golfe! Peu importe l'absurdité de cette "explication"; l'important pour le gouvernement est de profiter de l'union nationale réalisée au cours de la guerre, pour faire accepter aux travailleurs une nouvelle aggravation de leur situation (de la même façon le CNPF s'est félicité que la guerre a permis une diminution des grèves et des conflits). Et la seule mesure qui ait été annoncée depuis la publication de l'indice de mars, c'est... une étude sur les méthodes statistiques pour "trouver" la raison pour laquelle les indices du chômage sont supérieurs en France à ce qu'ils sont dans les autres pays: à défaut de résorber le chômage, on trafiquera les chiffres... Mais là aussi il n'y a rien de nouveau. Si l'on veut avoir une idée plus juste du nombre réel de chômeurs, il faut se reporter à une intéressante étude parue dans une revue qui n'a rien de subversif (2):

"Officiellement, il y avait à la fin de l'année dernière, 2,58 millions de demandeurs d'emploi en France en données brutes. Seul ce chiffre, ramené à 2,48 millions du fait des "variations saisonnières" est utilisé par l'INSEE pour calculer le taux de chômage officiel: 9%. Mais "si l'on ajoute les travailleurs en quête de travail à temps partiel (194 759), à durée déterminée (76 938), les chômeurs de plus de 55 ans dispensés de pointage (293 511), les allocataires en formation-reclassement (35 378), les chômeurs malades pris en charge par la sécurité sociale (14 605), les chômeurs venant de changer d'adresse en instance d'immatriculation (14 476), ceux qui bénéficient d'une convention de conversion (11 595), les femmes seules et sans emploi bénéficiaires de l'allocation femmes isolées (6000) et ceux qui bénéficient d'un plan d'insertion-formation (75 000), on obtient un chiffre de 3,51 millions". Déjà au début de l'année dernière, "Le Monde" relevait que l'INSEE ne recensait que 2300 000 chômeurs, alors qu'il y avait 2800 000 personnes à la recherche d'un emploi inscrites à l'ANPE (3).

Mais si l'on rajoute les jeunes "occupés" dans des SIVP et CES (233 645), les pré-

retraités (171 253), on arrive pour fin 1990 à 3,72 millions de chômeurs, "soit un vrai" **taux de chômage de 15,5 %**. Enfin la revue estime avec raison qu'il faudrait ajouter à ces chiffres, les 400 000 RMIstes ainsi que "400 à 800 000 adultes en âge de travailler vivant sous le seuil absolu de la pauvreté et souffrant de carences alimentaires graves. Total: près de 4,5 millions d'exclus du monde du travail".

Ce saucissonnage permet d'établir des statistiques plus présentables, utilisées pour "démontrer" l'efficacité des mesures prises contre le chômage; mais il a surtout pour fonction d'accentuer encore l'isolement des chômeurs en les enfermant dans une multitude de catégories afin d'empêcher leur constitution en une force revendicative unie, consciente de sa force et sûre de ses objectifs. La nécessité, non seulement pour les chômeurs eux-mêmes, mais pour toute la classe ouvrière, de lutter contre le chômage, c'est-à-dire contre le capitalisme qui le cause, découle des études faites par les économistes bourgeois qui démontrent que la société actuelle n'est pas capable de faire disparaître ou même de faire sérieusement diminuer ce fléau. Un rapport, commandé par le président (PS) de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, sur les "perspectives de l'emploi à moyen terme" et publié le 20/9/90, établissait que pour faire passer le taux (officiel) du chômage de 9% à simplement 8%, il faudrait une croissance économique de la France de 4% par an pendant 5 ans. La version ("édulcorée" paraît-il) de ce rapport rendue publique, laissait cependant clairement entendre qu'une telle croissance était invraisemblable; et depuis lors l'économie française est entrée, à son tour, en récession. Le président de l'OFCE, organisme de prévision économique proche du CNPF, estime que "à moyen terme le chômage devrait baisser car le potentiel de croissance en Europe est important. Mais on restera à des niveaux élevés comparables à ceux que nous connaissons aujourd'hui" (4). Quant à ce fameux potentiel de croissance de l'Europe, basé sur

la future ouverture des frontières ou sur les nouveaux marchés à l'Est, ou encore sur la réunification allemande, il reste encore à être vérifié dans la réalité. Sur-tout cette Europe se traduira par une concentration accrue du capital, un renforcement des plus grandes entreprises, une aggravation de la guerre économique contre les concentrations capitalistes concurrentes, qu'elles se trouvent en Amérique, au Japon, en Europe de l'Est, ou à l'intérieur même des frontières de cette "forteresse Europe" tant vantée. Et, comme toujours, les victimes de cette guerre économique entre capitalistes, ce sont les prolétaires, qui voient disparaître leur emploi, diminuer leur salaire ou augmenter leur charge de travail et le risque d'être frappé par un accident du travail (si le chômage a augmenté en France, les accidents du travail aussi: 690 541 en 1988, 737 693 en 1989, augmentation due, selon le ministre du travail, en grande partie à "l'emploi précaire").

La société bourgeoise n'est plus capable de promettre des "lendemains qui chantent" à la classe ouvrière et les marchands d'illusions démocratiques arrivent de moins en moins bien à désamorcer les tensions sociales, ainsi que le démontrent les émeutes de La Réunion, de Vaulx-en-Velin ou de Sartrouville. La détérioration prévisible de la situation des travailleurs ne pourra être combattue qu'en opposition totale avec les méthodes et les principes de l'interclassisme, de la paix sociale et de l'union nationale entre les classes; c'est-à-dire en retournant aux méthodes et aux orientations de la **lutte révolutionnaire de classe**, telles qu'elles s'étaient incarnées dans l'Internationale Communiste à l'époque de Lénine, dont nous reproduisons ci-contre une résolution.

(1) cf "Mensonges du plan Rocard contre le chômage", *Le Prolétaire* n°398, oct.1988.

(2) cf "Challenges", mars 1991.

(3) cf "Le Monde", 9/1/90.

(4) cf "Challenges", *ibid.*, p.55.

## RESOLUTION SUR LE CHOMAGE

EXTRAITS DE LA RESOLUTION SUR LE CHOMAGE DU 1er CONGRES DES SYNDICATS REVOLUTIONNAIRES (Moscou, juillet 1921)

1. La crise que traverse actuellement le monde capitaliste n'est pas une crise industrielle habituelle. La guerre mondiale, le pillage réglé que constituent les conditions de paix, la cessation d'échanges réguliers sur le marché mondial, ont amené des conditions dans lesquelles aux contradictions naturelles du régime capitaliste se sont ajoutées d'autres contradictions dérangeant profondément l'économie mondiale. Nous voyons des stocks d'objets fabriqués et de produits de consommation dans certains pays à côté de la disette et de la famine. Dans d'autres, les réserves de matières premières qui poussaient dans un pays et la fermeture de fabriques et des usines par manque de matières premières dans d'autres pays. Etablir une utilisation normale des forces productives et des moyens de production dans tous les pays est chose impossible sous le capitalisme. Le chômage croissant qui condamne à la famine de nouveaux et nouveaux millions d'ouvriers, ceux-là même qui viennent de revenir des champs de bataille, ne peut disparaître qu'après le renversement du pouvoir bourgeois. Voilà pourquoi le premier Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge voit dans le chômage croissant le signe de la prochaine faillite totale du régime capitaliste.

2. Le Congrès dit aux ouvriers de tous les pays que toutes les mesures prises par les capitalistes et les gouvernements bourgeois en corrélation avec le chômage ne sont pas destinées à sortir l'humanité de l'impasse où elle se trouve, mais sont destinées à maintenir la domination de la bourgeoisie et lui conserver ses bénéfices. Dans ce but les capitalistes poussent à la réduction de la production déjà réduite considérablement et augmentent encore le chômage. Par ce moyen ils abaissent le salaire, affaiblissent la force combattive des organisations ouvrières et condamnent à la mort par la famine les masses ouvrières.

3. Le chômage est un fléau qui frappe tout ouvrier et pas seulement les chômeurs. Pour tous les ouvriers la lutte contre les conditions d'existence qui provoquent ce chômage est une question de vie ou de mort.

4. La bourgeoisie cherche au moyen du chômage d'apporter la discorde dans les rangs de la classe ouvrière. Elle essaye d'opposer les chômeurs à ceux de leurs camarades qui travaillent encore, et ceux qui travaillent aux chômeurs. C'est pourquoi la tâche la plus importante des syndicats révo-

lutionnaires est de prévenir cette catastrophe, de prévenir la discorde, la décomposition des forces combattives du prolétariat et de former un front de combat capable de réaliser le but unique des chômeurs et des non-chômeurs. Le Congrès décide de recourir pour le groupement des premiers aux Comités spéciaux, mais il met en garde contre la création de syndicats rouges isolés en tant qu'organisations des chômeurs.

5. D'accord avec la bourgeoisie, la bureaucratie syndicale essaye de tromper le prolétariat et lui voiler le danger formidable qui le menace. Et la bourgeoisie, et la bureaucratie syndicale essayent par la création de caisses d'assurance et d'autres réformes insignifiantes d'affermir dans la classe ouvrière la foi que l'existence du prolétariat peut être assurée sous le régime capitaliste. Par contre les syndicats révolutionnaires affirment avec force que la question du chômage dans la société capitaliste contemporaine ne peut non seulement être résolue, mais ne peut même pas être atténuée pour un temps plus ou moins long. La question du chômage ne peut pas être résolue en accord avec les entrepreneurs, mais seulement par la lutte contre eux; non pas à l'aide de l'Etat bourgeois, mais seulement par sa destruction et par l'établissement de la dictature prolétarienne.

6. Le Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge dit que devant le chômage croissant on ne peut pas se limiter aux mesures destinées à secourir les chômeurs et les ouvriers affamés, mesures qui sont possibles dans les conditions du régime capitaliste. (...) L'ouvrier qui travaille encore dans la fabrique et le chômeur ne doivent pas accepter bénévolement les gros sous qu'on leur offre. Les salaires ne doivent pas être abaissés et l'indemnité de chômage doit égaler les salaires. (...)

7. (...) A toutes les tentatives de la bureaucratie syndicale de classer les chômeurs dans la catégorie des citoyens de second ordre on doit opposer une résistance énergique. Il est important au plus haut degré que les prolétaires travaillant encore se rendent nettement compte de la communauté de leurs intérêts avec ceux des chômeurs. Il faut en formulant très nettement ces revendications, obliger la bureaucratie jaune à montrer son véritable visage. Là où sous la pression des masses la bureaucratie syndicale souscrit aux revendications des chômeurs, le devoir de l'opposition révolutionnaire est d'appeler les masses à la réalisation immédiate de ces revendications même par dessus la tête des chefs.

8. La bourgeoisie cherche à consolider sa situation au prix des millions de vies ouvrières. Elle résistera désespérément à toutes les justes revendications de la classe ouvrière. On ne pourra vaincre cette résistance que par les efforts des ouvriers de tous les pays. Les syndicats révolutionnaires

doivent organiser les meetings monstres et les démonstrations capables d'unifier non seulement les ouvriers des divers métiers ou de divers pays, mais capables d'entraîner les masses ouvrières du monde entier.

La progression de ses victoires impose au prolétariat des nouvelles tâches et au premier chef, le contrôle sur la production et ensuite la direction de cette dernière. Les ouvriers doivent être préparés. En même temps ils doivent être prêts aussi à la collision armée avec l'Etat bourgeois et à la lutte armée pour l'établissement de la dictature du prolétariat et pour l'organisation de la production sur la base de la propriété collective.

9. Le 1er Congrès mondial des Syndicats Rouges s'adresse aux ouvriers et aux ouvrières de tous les pays et leur dit: unis-

sez-vous ! Préparez vous aux futures batailles décisives. Le Congrès dit aux chômeurs: vous êtes les premiers qui avez souffert dans cette lutte, soyez donc les premiers à prendre l'offensive, mais sachez que vous ne pourrez vaincre qu'en serrant vos rangs avec ceux des ouvriers non-chômeurs, que vous ne pourrez vaincre qu'en défendant les intérêts de la classe ouvrière toute entière. Les ouvriers qui travaillent encore ne doivent pas espérer que le sort des chômeurs leur sera épargné. La lutte de leurs frères chômeurs doit être la lutte de tous les ouvriers et les syndicats rouges doivent prendre toutes les mesures pour que la lutte des chômeurs se développe sous le pavillon syndical et pour que les détachements des combattants soient composés aussi bien de chômeurs que de non-chômeurs.

## A PROPOS DU TRAVAIL DE NUIT ET DES ENFANTS

Dans le numéro 408 du "prolétaire", nous avons publié un article sur le travail de nuit expliquant la tendance du capitalisme à rallonger la journée de travail pour ne pas laisser dormir le capital machine qui, lui, n'a pas besoin de sommeil, ni de repos. Dans le dernier numéro, nous avons fait paraître un article sur le travail des enfants dans le monde, signalant qu'il s'appliquait aussi à des travaux de nuit. Il nous paraît intéressant de publier un court extrait du "Capital" de Marx sur cette question pour bien montrer que la nature de la société bourgeoise et le fonctionnement du mode de production capitaliste n'a pas changé de nature et qu'il n'y a pas de "nouvelles vérités" reléguant le marxisme à une quelconque curiosité historique. Le texte ci-dessous est tiré du "Capital", Livre premier, tome I, p.251-252, éd. Sociales.

"Les moyens de production, le capital constant, considéré au point de vue de la fabrication de la plus-value, n'existent que pour absorber avec chaque goutte de travail un quantum proportionnel de travail extra. Tant qu'ils ne s'acquittent pas de cette fonction, leur simple existence forme pour le capitaliste une perte négative, car ils représentent pendant tout le temps qu'ils restent pour ainsi dire, en friche, une avance inutile de capital, et cette perte devient positive dès qu'ils exigent pendant les intervalles de repos des dépenses supplémentaires pour préparer la reprise de l'ouvrage. La prolongation de la journée de travail au delà des bornes du jour naturel, c'est-à-dire jusque dans la nuit, n'agit que comme palliatif, n'apaise qu'approximativement la soif de vam-

pire du capital pour la sang vivant du travail. La tendance immanente de la production capitaliste est donc de s'approprier le travail pendant les vingt-quatre heures du jour. Mais comme cela est physiquement impossible, si l'on veut exploiter toujours les mêmes forces sans interruption, il faut, pour triompher de cet obstacle physique, une alternance entre les forces de travail employées de nuit et de jour, alternances qu'on peut obtenir par diverses méthodes. Une partie du personnel de l'atelier peut, par exemple, faire pendant une semaine le service de jour et pendant l'autre semaine le service de nuit. Chacun sait que ce système de relais prédominait dans la première période de l'industrie cotonnière anglaise et qu'aujourd'hui même, à Moscou, il est en vigueur dans cette industrie. Le procès de travail ininterrompu durant les heures de jour et de nuit est appliqué encore dans beaucoup de branches d'industrie de la Grande-Bretagne "libre" jusqu'à présent, entre autre dans les hauts fourneaux, les forges, les laminoirs et autres établissements métallurgiques d'Angleterre, du pays de Galle et d'Ecosse. Outre les heures des jours ouvrables de la semaine, le procès de la production comprend encore les heures du dimanche. Le personnel se compose d'hommes et de femmes, d'adulte et d'enfants des deux sexes. L'âge des enfants et des adolescents parcourt tous les degrés depuis 8 ans (dans quelques cas 6 ans) jusqu'à 18. Dans certaines branches d'industrie, hommes, femmes, jeunes filles travaillent pêle-mêle pendant la nuit.

Abstraction faite de l'influence généralement pernicieuse du travail de nuit, la durée ininterrompue des opérations pendant vingt-quatre heures offre l'occasion toujours bienvenue de dépasser la limite nominale de la journée de travail. Par exemple, dans les branches d'industrie extrêmement fatigantes que nous venons de citer, la journée de travail officielle comprend pour chaque travailleur douze heures au plus, heures de nuit ou heures de jour. Mais le travail en plus au delà de cette limite est dans beaucoup de cas, pour nous servir des expressions du rapport officiel anglais, "réellement épouvantable".

# NOUVELLES DES LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

Cette rubrique, que nous nous efforçons de rendre régulière, est particulièrement succinte dans ce No. Nous n'y avons pas inclut en particulier les événements d'Afrique, comme au Mali, au Togo ou au Cameroun. Nous y reviendrons dans le prochain No du "Prolétaire", en réfutant notamment la thèse en vogue selon laquelle l'Etat français, touché par on ne sait quelle grâce, aurait "renoncé" à intervenir dans les affaires intérieures des pays africains.

## U.R.S.S.

A la mi-avril, la grève des mineurs durait déjà depuis plus d'un mois, en dépit des appels réitérés et des menaces du gouvernement pour la reprise du travail, en dépit de l'accord négocié par le syndicat officiel qui prévoyait une très forte hausse des salaires. Les revendications des grévistes ont pris une tonalité politique, car ils estimaient que le gouvernement n'avait pas tenu ses promesses faites lors de la précédente grève. Elles comportent la démission de Gorbatchev et de son gouvernement, la dissolution de l'actuel Soviet suprême et de nouvelles élections, la nationalisation des biens du parti, la "dépolarisation" des organes de l'Etat (c'est-à-dire la rupture de tout lien avec le P.C.), etc. D'autres revendications reflètent l'influence indépendantiste ou autonomiste: faire passer les mines sous contrôle de l'administration de Russie (émancipation de la tutelle du Ministère soviétique du charbon) ou reconnaissance de la souveraineté de l'Ukraine, etc. Toutes les forces bourgeoises et petites-bourgeoises en opposition au pouvoir central cherchent à utiliser le mouvement des travailleurs à leur profit. Il est par ailleurs inévitable que les prolétaires "prennent au mot"

les déclarations oppositionnelles de ces secteurs et fassent l'expérience de ce qu'elles recouvrent réellement: de là, la confusion politique qui entoure les premiers pas du mouvement ouvrier et qui représente une grave menace pour son avenir. Cependant, tout en cherchant un appui auprès des démocrates, les mineurs n'ont pas perdu tout esprit critique. C'est ainsi qu'ils ont sommé Eltsine de décider de quel côté il se trouve. Ses partisans de "Russie démocratique" soutiennent les grévistes, mais le premier ministre, démocrate, de Russie déclare que la grève est une catastrophe et Eltsine se garde bien de prendre nettement position.

Pour tenir, les mineurs ont dû passer au système des grèves tournantes. Le mouvement a cependant à plusieurs reprises fait tâche d'huile en dehors de ses 3 bastions traditionnels de Vorkouta, du Kouzbass et du Donbass. A Minsk (Biélorussie) une grève générale a touché plus de 60 entreprises industrielles de la ville. En Ukraine un mouvement similaire a eu lieu dans la capitale Kiev et un comité national de grève s'est formé, qui a obtenu satisfaction sur toutes ses revendications. Des grèves ont été signalées dans la sidérurgie et dans d'autres branches de l'économie soviétique. Rien qu'au mois de mars 1 million de journées de travail ont été perdues pour faits de grève (une partie, il est vrai, étant le résultat de mouvements nationalistes, comme en Géorgie). Des syndicats indépendants et des comités ouvriers appellent à une grève générale le 26 avril pour les 40 heures, un salaire minimal à 195 roubles (650FF selon certains taux de change), 24 jours de congé par an, etc. De son côté, le gouvernement soviétique essaye d'obtenir l'interdiction des grèves,

mais ne semble pas prêt à prendre le risque de recourir à la manière forte.

## YOUgoslavIE

Alors que le pays est déchiré par ses querelles nationalistes entre les diverses républiques, le mécontentement social se développe, même s'il retient moins l'attention des médias occidentaux. Le 16 avril 700 000 ouvriers de Serbie (le tiers de la population active !) ont fait un jour de grève pour protester contre les impayés et contre la hausse des prix. De nombreux travailleurs ne touchent leur salaire qu'avec beaucoup de retard, d'autres ne sont pas payés depuis de nombreux mois. Le gouvernement a promis en particulier la création d'un salaire minimal.

## BRESIL

Les grèves n'ont pas disparu du pays qui est en proie à une grave crise économique, aggravée par les échecs des "plans Collor" (le Président) successifs. A la fin du mois de février les travailleurs du pétrole entamaient la plus puissante grève de ce secteur qu'aft connu le Brésil. Au bout de 3 semaines de grève le gouvernement interdisait la grève, mais sans que cela décide les travailleurs à reprendre le travail. Au mois de mars le mouvement de grève menaçait de s'étendre à la métallurgie.

## COREE

Un des conflits les plus importants de ces derniers mois a été celui des chantiers navals du groupe Daewoo; ils ont été occupés fin février par les grévistes qui avaient érigé des barricades pour empêcher l'accès à la police. Des affrontements ont eu lieu avec celle-ci, qui a également procédé à des dizaines d'arrestations pour briser

le mouvement de solidarité qui s'organisait autour de la grève.

## ETATS-UNIS

Le 16 avril 250 000 cheminots se mettaient en grève, pour la première fois depuis 10 ans. La précédente grève avait duré 4 jours et provoqué d'importantes difficultés à l'économie américaine. Cette fois-ci le gouvernement a interdit la grève dès le lendemain de son déclenchement. Les syndicats ont aussitôt obtempéré et appelé les grévistes à démanteler les piquets de grève et à reprendre le travail. Leur explication est que la grève serait devenue impopulaire et qu'elle n'avait pas le soutien des parlementaires démocrates en raison de la situation économique difficile du pays! De quoi rendre Gorbatchev envieux de la force anti-ouvrière de la démocratie américaine...

## NICARAGUA

Le 19 mars, la veille de la grève générale du service public, après qu'une vague de grèves ait répondu aux mesures d'austérité du gouvernement, un accord a été conclu entre celui-ci et le Front sandiniste des Travailleurs. Le syndicat a accepté un gel des grèves pendant 2 mois, une suspension des revendications salariales, le remplacement de la fixation au niveau national des salaires par des négociations au niveau des entreprises. En contrepartie, il a "obtenu" la création d'une commission tri-partite Gouvernement, syndicats et patronat pour contrôler l'évolution du coût de la vie et du chômage, et la promesse de la création d'un salaire minimum. Bref, les sandinistes ont vendu les intérêts des travailleurs au profit du capitalisme national. Nouvel exemple de la "pensée vivante de Sandino"...

## Le capitalisme mondial à nouveau dans la tourmente

A la fin de l'année dernière l'économie mondiale est entrée en récession, après le plus long "cycle économique" depuis la dernière guerre, la précédente récession mondiale ayant eu lieu en 1980-82. Comme toujours la récession est partie de l'économie dominante, les Etats-Unis. Au début de l'été 90 les participants à une réunion à la Maison Blanche, entre grands patrons et hauts fonctionnaires, avaient conclu que l'économie américaine venait d'entrer en récession, selon les informations qui filtrèrent quelques mois plus tard dans la presse locale. Il est d'ailleurs plus que probable que ce constat a pesé d'un poids déterminant dans les décisions américaines vis-à-vis de l'Irak. Le Canada, la Grande-Bretagne, l'Autriche plongèrent au même moment dans la récession. Le gouvernement américain ne reconnaît officiellement la réalité qu'au début de cette année - pour aussitôt rendre responsable de cette situation le "nouvel Hitler" irakien. Cette récession devait être modérée et courte, la victoire militaire ramenant la réponse économique et les "partenaires" économiques des Etats-Unis (Japon, Europe) servant de locomotive à l'économie mondiale.

Les faits ne cadrent cependant pas avec ce tableau optimiste. La récession s'étend; et, même si le Japon, l'Allemagne et les économies qui leurs sont liées (Bénélux, Suisse, etc.) ne sont pas encore touchés, le retentissement économique est net pour eux aussi. En février, la production industrielle était, par rapport à la même période de l'an dernier, de :

- Australie : -1,5%
- Canada : -4,8%
- Grande-Bretagne : -3,8%
- Etats-Unis : -2,6%
- France : +0,7%

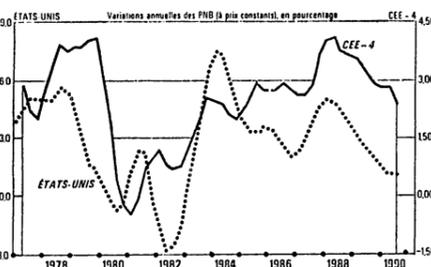
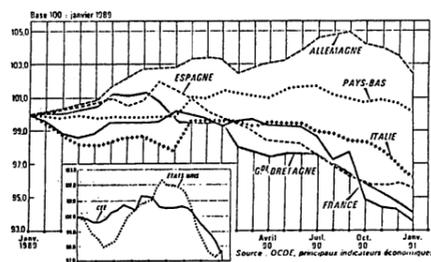
( Pour la France, chiffre de janvier; mais -8,7 % par rapport au trimestre précédent )

- Italie : +0,4%

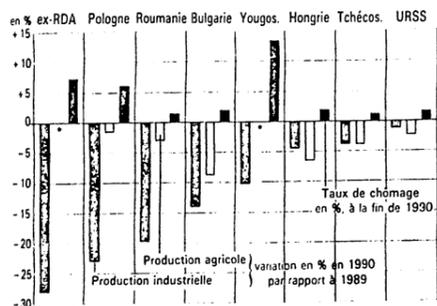
( Pour l'Italie, -8,7 % par rapport au trimestre précédent )

- Espagne : -0,4%
- Suède : -3,4%
- Allemagne : +4%
- Pays-Bas : +4,4%
- Belgique : +5,0%

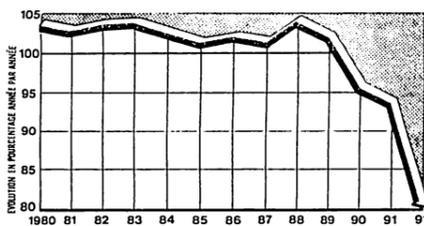
- Suisse : +3,6%  
( Pour la Suisse, -9,7 % par rapport au trimestre précédent )
- Japon : +7,1%



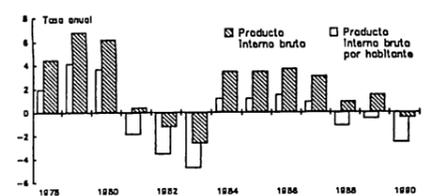
La récession frappe les économies les plus puissantes, mais elle n'épargne pas les pays "périphériques". Les pays de l'Est ont connu en 1990 une forte récession aggravée par la désorganisation des échanges commerciaux avec l'URSS à la suite du passage à l'utilisation de devises fortes pour ces échanges, de la dissolution du COMECON, etc... L'ONU fournissait les chiffres suivants : une baisse en moyenne de 11% du Produit Matériel Net (4% en URSS) en 1990 :



La production industrielle aurait baissé de 1,2% en URSS selon les chiffres officiels, de près de 5% selon des sources oppositionnelles. Les "Nouvelles de Moscou" donnent l'évaluation suivante du P.N.B soviétique (base 100 en 1989) :

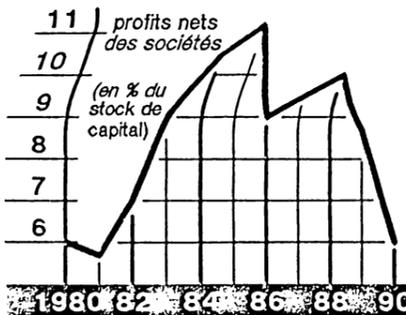


Pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, le "rapport préliminaire du CEPAL" (ONU, 19 / 12 / 1990) donne le tableau suivant :

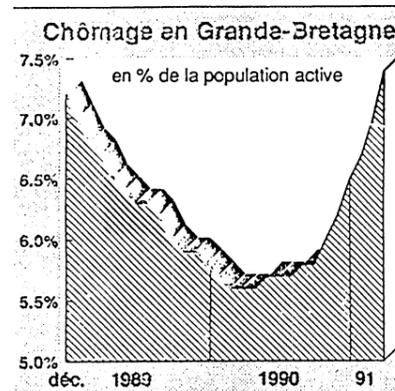


La récession en cours est déjà perçue comme la plus grave depuis celle de 1980-82 en Grande-Bretagne où les profits sont en forte baisse:

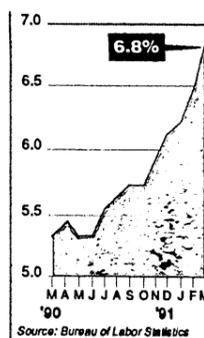
## GB: LA PROFITABILITE DES SOCIÉTÉS CHUTE



et où le chômage a connu en Mars sa plus forte hausse depuis vingt ans:



dépassant les deux millions de chômeurs, au Canada (plus de 10% de la population active), ou aux USA (près de 7%) avec une baisse des profits après impôts de 12% au dernier trimestre (20% si on enlève les compagnies pétrolières) pour les 900 plus grandes entreprises.



En France, le chômage flambe de nouveau, les bénéfices des entreprises industrielles ont baissé de 2% en 1989 selon la Banque de France. Les profits ont fortement baissé, ils se sont même transformés en pertes, pour les plus beaux fleurons de l'industrie française: Renault, Bull, Rhône-Poulenc, Usinor, Thompson, Michelin, Peugeot, etc. Beaucoup de ces grandes entreprises avaient largement investi à l'étranger et se retrouvent, fortement endettées, très vulnérables au ralentissement économique...

Ce rapide tour d'horizon montre donc l'importance de la récession en cours qui pourrait s'accroître fortement en cas de crise financière ou boursière, et laisse présager que la bourgeoisie, y compris dans les pays les plus riches, y répondra par une nouvelle offensive anti-ouvrière, qu'elle justifiera par la "solidarité nationale" dans la guerre économique en s'appuyant sur le consensus réalisé dans beaucoup de pays lors de la guerre du Golfe: la guerre vient toujours au secours du capitalisme.

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

2ème liste 1991 :

A.B. : 300,- / Ren. : 1000,- / Paris : 600,- / Roger : 100,- / Lecteur : 25,- / Marseille : 50,-  
TOTAL : 2075,- TOTAL GENERAL : 4328,-

# Les leçons de la Commune

(Suite de la page 1)

contre Thiers. Mais le pouvoir tomba aux mains des bavards démocratiques, les députés de Paris. Le prolétariat parisien n'avait ni un parti, ni des chefs auxquels il aurait été étroitement lié par les luttes antérieures. Les patriotes petits-bourgeois, qui se croyaient socialistes et cherchaient l'appui des ouvriers, n'avaient en fait aucune confiance en eux. Ils ébranlaient la foi du prolétariat en lui-même, ils étaient continuellement à la recherche des avocats célèbres, de journalistes, de députés, dont tout le bagage ne consistait qu'en une dizaine de phrases vaguement révolutionnaires, afin de leur confier la direction du mouvement.

(...) Le parti ouvrier - le vrai - n'est pas une machine à manoeuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire, que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire: ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs.

Le prolétariat de Paris n'avait pas un tel parti. Les socialistes bourgeois, dont fourmillait la Commune, levaient les yeux au ciel, attendaient un miracle ou bien une parole prophétique, hésitaient, et pendant ce temps-là, les masses tâtonnaient, perdaient la tête à cause de l'indécision des uns et de la fantaisie des autres. Le résultat fut que la Révolution éclata au milieu d'elles trop tard, lorsque Paris était encerclé. Six mois s'écoulèrent avant que le prolétariat eût rétabli dans sa mémoire les leçons des révolutions passées, des combats d'autrefois, des trahisons réitérées de la démocratie, et s'empara du pouvoir.

Ces 6 mois furent une perte irréparable. Si en septembre 1870 à la tête du prolétariat de France s'était trouvé le parti centralisé de l'action révolutionnaire, toute l'histoire de la France, et avec elle toute l'histoire de l'Humanité, aurait pris une autre direction.

Si le 18 mars le pouvoir se trouva entre les mains du prolétariat de Paris, ce ne fut pas qu'il s'en fût emparé consciemment, mais parce que ses ennemis avaient quitté Paris.

Ces derniers perdaient du terrain de plus en plus, les ouvriers les méprisaient et les détestaient, la petite bourgeoisie n'avait plus confiance en eux et la haute bourgeoisie craignait qu'ils ne fussent plus capables de la défendre. Les soldats étaient hostiles aux officiers. Le gouvernement s'enfuit de Paris pour concentrer ailleurs ses forces. Et ce fut alors que le prolétariat devint maître de la situation.

Mais il ne le comprit que le lendemain. La Révolution tomba sur lui sans qu'il s'y attendît.

Ce premier succès fut une nouvelle source de passivité. L'ennemi s'était enfui à Versailles. N'était-ce pas une victoire ? En ce moment on aurait pu écraser la bande gouvernementale presque sans effusion de sang. A Paris on aurait pu faire prisonniers tous les ministres, avec Thiers en tête. Personne n'aurait levé la main pour les défendre. On ne l'a pas fait. Il n'y avait pas d'organisation de parti centralisée,

ayant une vue d'ensemble sur les choses et des organes spéciaux pour réaliser ses décisions.

Les débris de l'infanterie ne voulaient pas reculer sur Versailles. Le fil qui liait les officiers et les soldats était bien mince. Et s'il y avait eu à Paris un centre dirigeant de parti, il aurait incorporé dans les armées en retraite, - puisqu'il y avait possibilité de retraite, - quelques centaines ou bien quelques dizaines d'ouvriers dévoués, et en leur donnant les directives suivantes: exciter le mécontentement des soldats contre les officiers et profiter du premier moment psychologique favorable pour libérer les soldats des officiers et les ramener à Paris pour s'unir avec le peuple. Cela pouvait être facilement réalisé, d'après l'aveu même des partisans de Thiers. Personne n'y pensa. Il n'y eut personne pour y penser. En présence des grands événements d'ailleurs, de telles décisions ne peuvent être prises que par un parti révolutionnaire qui attend une révolution, s'y prépare, ne perd pas la tête, par un parti qui est habitué d'avoir une vue d'ensemble et n'a pas peur d'agir.

Et précisément le prolétariat français n'avait pas de parti d'action.

Le Comité central de la Garde nationale est en fait un Conseil de Députés des ouvriers armés et de la petite bourgeoisie. Un tel Conseil élu immédiatement par les masses qui ont pris la voie révolutionnaire, représente un excellent appareil d'action. Mais il reflète en même temps et justement à cause de sa liaison immédiate et élémentaire avec les masses qui sont dans l'état où les a trouvées la révolution, non seulement tous les côtés forts, mais aussi tous les côtés faibles des masses, et il reflète d'abord les côtés faibles plus encore que les côtés forts: il manifeste l'esprit d'indécision, d'attente, la tendance à être inactif après les premiers succès.

Le Comité central de la Garde nationale avait besoin d'être dirigé. Il était indispensable d'avoir une organisation incarnant l'expérience politique du prolétariat et toujours présente - non seulement au Comité central, mais dans les légions, dans les bataillons, dans les couches les plus profondes du prolétariat français. Au moyen des Conseils de députés, - dans le cas donné, c'était des organes de la Garde nationale, - le parti aurait pu être en contact continu avec les masses, connaître leur état d'esprit; son centre dirigeant aurait pu donner chaque jour un mot d'ordre qui, par des militants du parti, aurait pénétré dans les masses, unissant leur pensée et leur volonté.

A peine le gouvernement eut-il reculé sur Versailles, que la Garde nationale se hâta de dégager sa responsabilité, au moment même où cette responsabilité était énorme. Le Comité central imagina des élections "légales" à la Commune. Il entra en pourparlers avec les maires de Paris pour se couvrir, à droite, par la "légalité".

Si l'on avait préparé en même temps une violente attaque contre Versailles, les pourparlers avec les maires auraient été une ruse militaire pleinement justifiée et conforme au but. Mais en réalité, ces pourparlers n'étaient menés que pour échapper par un miracle quelconque à la lutte. Les radicaux petits-bourgeois et les socialistes-idéalistes, respectant la "légalité" et les gens qui incarnaient une parcelle de l'état "légal", les députés, les maires, etc., espéraient au fond de leurs âmes que Thiers

s'arrêterait respectueusement devant le Paris révolutionnaire, aussitôt que ce dernier se couvrirait de la Commune "légale".

La passivité et l'indécision furent dans ce cas appuyées par le principe sacré de fédération et d'autonomie. Paris, voyez-vous, n'est qu'une commune parmi beaucoup d'autres communes. Paris ne veut rien imposer à personne; il ne lutte pas pour la dictature, si ce n'est pour la "dictature de l'exemple".

En somme, ce ne fut qu'une tentative pour remplacer la révolution prolétarienne, qui se développait, par une réforme petite-bourgeoise: l'autonomie communale.

La vraie tâche révolutionnaire consistait à assurer au prolétariat le pouvoir dans tout le pays. Paris en devait servir de base, d'appui, de place d'armes. Et, pour atteindre ce but, il fallait, sans perdre de temps, vaincre Versailles et envoyer dans toute la France des agitateurs, des organisateurs, de la force armée. Il fallait entrer en contact avec les sympathisants, raffermir les hésitants et briser l'opposition des adversaires. Au lieu de cette politique d'offensive et d'agression qui pouvait seule sauver la situation, les dirigeants de Paris essayèrent de s'enfermer dans leur autonomie communale: ils n'attaquèrent pas les autres, si les autres ne les attaquent pas; chaque ville a son droit sacré de self-government. Ce bavardage idéaliste - du genre de l'anarchisme mondain - couvrait en réalité le lâcheté devant l'action révolutionnaire qui devait être menée sans arrêt jusqu'à son terme, car, autrement, il ne fallait pas commencer...

L'hostilité à l'organisation centraliste-héritage du localisme et de l'autonomisme petit-bourgeois - est sans doute le côté faible d'une certaine fraction du prolétariat français. L'autonomie des sections, des arrondissements, des bataillons, des villes, est pour certains révolutionnaires la garantie supérieure de la vraie activité et de l'indépendance individuelle. Mais c'est là une grande erreur, qui a coûté bien cher au prolétariat français.

Sous forme de "lutte contre le centralisme despotique" et contre la discipline "étouffante" se livre une lutte pour la propre conservation des divers groupes et sous-groupes de la classe ouvrière, pour leurs petits intérêts, avec leurs petits leaders d'arrondissement et leurs oracles locaux. La classe ouvrière toute entière, tout en conservant son originalité de culture et ses nuances politiques, peut agir avec méthode et fermeté, sans rester en arrière des événements et en dirigeant chaque fois ses coups mortels contre les parties faibles de ses ennemis, à condition qu'à sa tête, au dessus des arrondissements, des sections, des groupes, se trouve un appareil centralisé et lié par une discipline de fer. La tendance vers le particularisme, quelque forme qu'elle revête, est un héritage du passé mort. Plus tôt le communisme français, - communisme socialiste et communisme syndicaliste - s'en délivrera, mieux ce sera pour la révolution prolétarienne.

Le parti ne crée pas la révolution à son gré, il ne choisit pas à sa guise le moment pour s'emparer du pouvoir, mais il intervient activement dans les événements, pénètre à chaque instant l'état d'esprit des masses révolutionnaires et évalue la force de résistance de l'ennemi, et détermine ainsi le moment le plus favorable à l'action décisive. C'est le côté le plus difficile de sa tâche. Le parti n'a pas de décision valable pour tous les cas. Il faut une théorie juste, une liaison étroite avec les masses, la

compréhension de la situation, un coup d'oeil révolutionnaire, une grande décision. Plus un parti révolutionnaire pénètre profondément dans tous les domaines de la lutte prolétarienne, plus il est uni par l'unité de but et par celle de la discipline, plus vite et mieux peut-il arriver à résoudre sa tâche.

La difficulté consiste à lier étroitement cette organisation de parti centralisé, soudée intérieurement par une discipline de fer, avec le mouvement des masses avec ses flux et ses reflux. La conquête du pouvoir ne peut être atteinte qu'à condition d'une puissante pression révolutionnaire des masses travailleuses. Mais, dans cet acte, l'élément de préparation est tout à fait inévitable. Et mieux le parti comprendra la conjoncture et le moment, mieux les bases de résistance seront préparées, mieux les forces et les rôles seront répartis, plus sûr sera le succès, moins de victimes coûtera-t-il. La corrélation d'une action soigneusement préparée et du mouvement de masse est la tâche politico-stratégique de la prise du pouvoir.

(...) Nous pouvons ainsi feuilleter page par page toute l'histoire de la Commune, et nous y trouverons une seule leçon: il faut une forte direction de parti. Le prolétariat français plus qu'aucun autre prolétariat a fait des sacrifices à la Révolution. Mais plus qu'aucun autre aussi, a-t-il été dupé. La bourgeoisie l'a plusieurs fois ébloui par toutes les couleurs du républicanisme, du radicalisme, du socialisme, pour lui mettre toujours des chaînes capitalistes. La bourgeoisie a apporté par ses agents, ses avocats et ses journalistes, toute une masse de formules démocratiques, parlementaires, autonomistes qui ne sont que des entraves aux pieds du prolétariat et qui gênent son mouvement en avant.

Le tempérament du prolétariat français est une lave révolutionnaire. Mais cette lave est recouverte à présent des cendres du scepticisme - résultat de plusieurs duperies et désenchantements. Aussi, les prolétaires révolutionnaires de la France doivent-ils être plus sévères envers leur parti et dévoiler plus impitoyablement la non-conformité entre la parole et l'action. Les ouvriers français ont besoin d'une organisation d'action, forte comme l'acier avec des chefs contrôlés par les masses à chaque nouvelle étape du mouvement révolutionnaire.

Combien de temps l'histoire nous donnera-t-elle pour nous préparer ? Nous ne le savons pas. Durant cinquante ans la bourgeoisie française détint le pouvoir entre ses mains, après avoir érigé la Troisième République sur les os des communards. Ces lutteurs de 71 ne manquaient pas d'héroïsme. Ce qui leur manquait, c'était la clarté dans la méthode et une organisation dirigeante centralisée. C'est pourquoi ils ont été vaincus. Un demi-siècle s'écoula, avant que le prolétariat de France pût poser la question de venger la mort des communards. Mais cette fois, l'action sera plus ferme, plus concentrée. Les héritiers de Thiers auront à payer la dette historique, intégralement.

L. Trotsky, 4 février 1921.

(1) Le 4 septembre 1870 le second Empire s'effondrait et la République était proclamée, mais non une République "sociale" comme le voulaient les militants révolutionnaires et les manifestants ouvriers: une République tout à fait bourgeoise, qui devait sa naissance à l'insurrection des masses prolétariennes.

## Le programme du parti communiste révolutionnaire est un bloc unique de principes, de moyens et de buts ( II )

La première partie de cet article sur la commémoration du Congrès de Livourne, est paru dans le numéro précédent du journal

Revenons aux "Thèses de la Fraction" de 1920: "Ce qui distingue les communistes n'est pas de proposer dans toutes les situations et dans tous les épisodes de la lutte de classe la mobilisation immédiate de toutes les forces prolétariennes pour l'insurrection générale, mais de soutenir (et ceci à chaque moment) que la phase insurrectionnelle est l'aboutissement inévitable de la lutte et de préparer le prolétariat à l'affronter dans des conditions favorables pour le succès et le développement ultérieur de la révolution".

"6. Après la chute du pouvoir bourgeois, le prolétariat ne peut s'organiser en classe dominante qu'avec la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois et avec l'instauration de sa propre dictature, c'est-à-dire en fondant la représentation de l'Etat sur la seule classe productive et en excluant la classe bourgeoise de tous les droits politiques".

"8. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires, ne peut être assurée qu'en ôtant à la bourgeoisie et aux partis adverses

opposés à la dictature du prolétariat tous les moyens d'agitation et de propagande politiques et qu'en organisant l'armée du prolétariat pour repousser les attaques externes des ennemis".

Nous avons réuni les paragraphes 6 et 8 en laissant pour le moment de côté le 7, parce qu'ils résument le contenu de l'action directement successive à la prise du pouvoir. Celle-ci n'est pas le simple passage de la machine étatique existante et aux mains de la bourgeoisie, à celles du prolétariat, mais est la démolition de cette machine et sa substitution par une autre aux caractéristiques et finalités opposées. Cette nouvelle machine se distingue immédiatement et sans confusion possible en étant et en se proclamant anti-démocratique (ou si l'on veut, dictatorial), comme instrument de répression, au service de l'ancienne classe dominée et contre une classe qui bien que vaincue n'a pas pour autant disparue, ni à l'intérieur du pays où le pouvoir a été conquis par les travailleurs, ni surtout, sur la scène mondiale, où au contraire la bourgeoisie puise sa force entêtée de survie.

Dans la même lettre à Weydemeyer, que nous avons déjà citée, Marx écrit, à propos des antagonismes entre les classes sociales, qu'il a fait quelque chose de nouveau par rapport aux bourgeois: la démonstration que "la lutte de classe conduit nécessairement à la dictature du prolétariat". Et Lénine, sur le

même thème, dans "L'Etat et la Révolution", explique que: "La doctrine de la lutte des classes, appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la domination politique du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses. La bourgeoisie ne peut être renversée que si le prolétariat est transformé en classe dominante capable de réprimer la résistance inévitable, désespérée, de la bourgeoisie, et d'organiser pour un nouveau régime économique toutes les masses laborieuses et exploitées".

Pas de partage du pouvoir, exclusion de la vieille classe dominante et exploitante de tout droit politique, représentation politique de la seule classe ouvrière, armement du prolétariat, telles sont les seules bases concevables pour "le pouvoir étatique, l'organisation centralisée de la force, l'organisation de la violence" prolétarienne.

Mais Lénine ajoute aussitôt: "En éduquant le parti ouvrier, le marxisme éduque une avant-garde du prolétariat capable de prendre le pouvoir et de mener le peuple tout entier au socialisme, de diriger et d'organiser un régime nouveau, d'être l'éducateur, le guide et le chef de tous les travailleurs et exploités pour l'organisation de leur vie sociale, sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie (souligné par nous). Au

contraire, l'opportunisme régnant éduque, dans le parti ouvrier, des représentants des travailleurs les mieux rétribués qui se détachent de la masse, qui s'accroissent assez bien du régime capitaliste et vendent pour un plat de lentilles leur droit d'aïnesse, c'est-à-dire qu'ils abdiquent leur rôle de chefs révolutionnaires du peuple dans la lutte contre la bourgeoisie".

Dans le même temps, la dictature du prolétariat serait inconcevable sans le parti comme "maître et dirigeant" des ouvriers. Dans "Parti et Classe", qui a succédé de trois mois à peine à Livourne, on peut lire que: "La classe part d'une homogénéité immédiate de situation économique, qui nous apparaît comme le premier moteur de la tendance à dépasser, à briser l'actuel système de production, mais pour assumer cette tâche grandiose elle doit avoir une pensée propre, une volonté propre visant précisément à atteindre les buts que la recherche et la critique ont définis, une organisation de combat propre qui canalise et utilise avec le meilleur rendement les efforts et les sacrifices". C'est pourquoi, seul le parti, qui assume ces éléments essentiels, est en mesure d'affronter et de résoudre, à la tête de la classe, les gigantesques problèmes de la période post-révolutionnaire: c'est pourquoi les Thèses déjà citées de la Fraction affirment que. "La dictature du prolétariat sera donc la dictature du Parti communiste, et

celui-ci sera un parti de gouvernement dans un sens totalement opposé à celui des vieilles oligarchies, car les communistes endosseront les charges qui exigent le maximum de renoncement et de sacrifice, et prendront sur eux la part la plus lourde de la tâche révolutionnaire qui incombe au prolétariat dans le dur travail qui enfantera un monde nouveau. C'est pourquoi, les thèses du II<sup>ème</sup> Congrès de l'IC, sur le **Rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne**, proclament que "Le parti communiste n'est pas seulement nécessaire à la classe ouvrière avant et pendant la conquête du pouvoir, mais encore après celle-ci".

Mais c'est aussi pour cela que seule la présence et l'**Influence déterminante** du Parti dans les structures de représentation exclusives du prolétariat peut assurer, comme l'écrivait Trotski, que leurs engrenages ne dégènerent pas en "informes parlements ouvriers", maintiennent et renforcent leur caractère d'organe de travail, de délibération et d'exécution, et de participation réelle, et non formelle et superficielle, à la direction de l'Etat.

En 1920-1921, le mouvement ouvrier et communiste mondial avait devant lui une première réalisation pratique de ces organes de travail: le Soviet, ou conseils ouvriers. C'est pourquoi le Programme de Livourne déclarait:

**"7. La forme de représentation politique dans l'Etat prolétarien est le système des Conseils de travailleurs (ouvriers et paysans), déjà en action**

**dans la Révolution russe, commencement de la Révolution prolétarienne mondiale et première réalisation stable de la dictature du prolétariat".**

Mais conscients du fait que l'Etat prolétarien en tant qu'instrument et arme de lutte dans une phase historique de transition, ne tire pas sa force organique de règles constitutionnelles ou de schémas de représentation, conscients que la révolution (dont la dictature est partie intégrante) n'est pas une question de "formes d'organisation", mais de **forces sociales et politiques organisées**, ni Lénine et Trotski, ni les camarades réunis à Livourne élèveront en modèle absolu et intemporel ces formes, qui bien que pouvant être considérées comme la plus haute expression de représentation historique de la classe dans son Etat enfin constitué, mais ne sont pas en soi (ni l'étaient alors) révolutionnaires, alors qu'elles le sont (et l'étaient alors) lorsque la classe est organisée sous la direction **exclusive** du parti communiste et que sont satisfaites toutes les conditions, examinées plus haut, de la dictature du prolétariat: exclusion de la bourgeoisie et de ses partis (y compris les partis "ouvriers bourgeois") de tous les droits politiques, armement du prolétariat, pas d'entraves pour le pouvoir dans la lutte contre les survivances de la vieille société et dans sa substitution graduelle par la nouvelle, subordination des intérêts immédiats de la classe ouvrière victorieuse aux exigences et aux buts de la révolution mondiale. Et si de telles conditions sont remplies, peut importe si nous avons une forme de représentation différente.

Comme le répètent les Thèses du II<sup>ème</sup> Congrès, croire que le parti "s'adapte" aux soviets ou aux autres organismes équivalents, au lieu de les élever à la vision générale des problèmes et des buts de la lutte révolutionnaire, qui est par définition mondiale, signifie préparer la défaite ("à la hongroise" aurait dit Lénine) de la révolution et de la dictature du prolétariat. Et, étant donné que dans notre doctrine, la dictature révolutionnaire du prolétariat est "la période de transition de la vieille société à la nouvelle", cela signifie rendre impossible ce passage au communisme à travers une série d'"interventions despotiques" dans l'économie qui est tout le sens et la valeur des précédents postulats. Toujours selon la lettre de Marx à Weydemeyer, la reconnaissance non seulement de la lutte de classe, mais de son origine dans les phases **déterminantes** de développement de la production et de son prolongement **nécessaire** dans la dictature du prolétariat, serait **Incomplète** sans la reconnaissance ultérieure que "cette même dictature constitue seulement le passage à la suppression de toutes les classes et à une société sans classes", et ayant en cela et seulement en cela sa justification historique:

**"9. Seul, l'Etat prolétarien pourra systématiquement exécuter toutes ces mesures successives d'intervention dans les rapports de l'économie sociale et avec lesquelles s'effectuera la substitution du système capitaliste avec la gestion collective de la production et de la distribution"**

## GUERRE SAINTE ET PAIX ARMEE

(Suite de la page 1)

être rompue que lorsque les prolétaires recommenceront à lutter pour leurs propres intérêts de classe internationale, avec les moyens adéquats, en totale opposition avec les intérêts de toutes les bourgeoisies, qu'elles soient rangées de tel ou tel côté des Fronts de guerre.

### SOIF DE CAPITAUX ET DE PROFITS

La pression politique et économique vers la guerre était arrivée au point que les diplomates des différents pays impliqués n'arrivaient plus à cacher les poussées bellicistes. L'ONU, réduite à une maigre feuille de vigne de l'impérialisme américain, a démontré une fois de plus toute son obscure impuissance; mais toutes les tentatives pour "convaincre" Saddam Hussein de se retirer du Koweït, pour "éviter" la guerre ou pour la "faire cesser" ont néanmoins joué un rôle important de désorientation du prolétariat en apportant de l'eau au moulin du pacifisme bourgeois et petit-bourgeois. Et le gouvernement français en particulier a pu ainsi présenter "l'obstination" irakienne (obstination à ne pas céder devant les intérêts occidentaux) comme ne laissant pas d'autre choix que le recours à la guerre.

La "soif de justice" censée animer les américains et leurs alliés - et de l'autre côté tous ceux qui appelaient à entrer en lutte contre les intolérables prétentions américaines sur le pétrole arabe - n'était rien d'autre que la soif de capitaux et de profits.

Les bombardements massifs des aviations américaines, anglaises, françaises et italiennes sur l'Irak ont causé des milliers et des milliers de victimes sur lesquelles on ne saura peut-être jamais rien. Les meurtrières attaques contre les troupes irakiennes en déroute à l'aide en particulier de terrifiantes armes de destruction massive testées pour la première fois dans la réalité après avoir été conçues pour une guerre en Europe, ont fait des dizaines de milliers de morts. L'infrastructure économique du Koweït est détruite, ses installations pétrolières ont volé en éclat sous les coups des aviateurs alliés américains ou des sapeurs ennemis irakiens. Quant aux destructions infligées à l'Irak, en "violation" du mandat de l'ONU (mais un viol consenti et désiré n'est pas un viol) de l'ONU, on peut s'en faire une idée en reprenant les termes d'une mission d'experts de l'ONU pour qui l'Irak a été ramenée à un stade pré-industriel.

La destruction de la machine militaire et de l'infrastructure économique irakienne par les Etats-Unis et ses alliés va bien au-delà de la restauration de la "souveraineté" koweïtienne. Le Koweït avec ses capacités productives de pétrole à des prix très bas et avec ses réserves gigantesques, constitue aussi une véritable banque internationale de premier plan (différentes sources estiment le volume d'affaire financier du Koweït "offshore" - c'est-à-dire hors de ses frontières - à plus de 200 milliards de dollars, soit mille

milliards de Francs français ou trois fois le P.I.B. du Portugal). Le hold-up tenté par Saddam Hussein pouvait difficilement réussir. L'Irak a dû céder, comme c'était prévisible, mais après avoir dû jeter en pâture aux bouchers occidentaux la chair à canons d'innombrables victimes. Les tant redoutées armes chimiques irakiennes ne sont pas apparues: il est vrai qu'il est plus facile de les utiliser contre des populations presque sans armes que contre une armée qui avait laissé entendre qu'elle pourrait répliquer y compris par l'arme nucléaire. Et ce sont bien les américains qui ont employé presque toutes les armes terribles qu'ils accusaient l'Irak de préparer: des bombes au phosphore, au napalm, des bombes "à implosion" aux bombes "anti-personnel" en tous genres, sans oublier les dernières inventions de la technologie, comme les "missiles de croisière" ou les "bombes intelligentes" (qui d'ailleurs, reconnaît-on maintenant rataient souvent leurs cibles et aplatissaient les quartiers civils). La guerre du point de vue militaire a vu s'affronter deux adversaires absolument disproportionnés. La fameuse bataille terrestre n'a pas eu lieu; ce à quoi on a assisté, c'est à l'effondrement d'une armée dont les premières lignes étaient composées d'esclaves salariés, souvent non irakiens, mais contraints de revêtir cet uniforme pour échapper à la misère et au chômage, appelés à mourir pour la plus grande gloire du capitalisme irakien, et massacrés par des forces énormément supérieures pour fêter "l'aube d'un nouveau siècle américain".

### L'ENFER DE LA PAIX IMPERIALISTE

La paix apportée par les chars américains, français et autres, est la paix des cimetières, la paix des victimes brûlées au napalm ou écrasées sous les bombes. C'est la paix des victimes survivantes à la guerre, mais mourant de misère et de maladies dans un pays réduit en cendres et toujours soumis à un blocus inflexible. Le comité des sanctions" de l'ONU a ainsi refusé d'autoriser l'importation de produits pétroliers demandés par ses propres experts pour assurer le transport aux populations de vivres et leur conservation, la mise en route d'installations électrogènes, etc.: il fallait affaiblir suffisamment le régime irakien pour provoquer un changement interne. Mais cette guerre n'a jamais eu pour but "d'apporter la démocratie" à l'Irak, de promouvoir les "Droits de l'homme", bref de donner une signification pratique, tangible, réelle, à la propagande bourgeoise qui prétend apporter les remèdes aux difficultés des populations. Lorsque les révoltes ont éclaté au sud et au nord de l'Irak, les troupes occidentales qui occupaient le sud du pays ("curieuse", la région des grands gisements pétroliers), qui n'étaient de leur propre aveu qu'à quelques heures de la capitale irakienne sans défense, sont restées spectatrices: le mandat de l'ONU ne les autorisait pas à "s'ingérer" dans les affaires intérieures irakiennes! La Garde Républicaine, censée avoir été "pilon-

née sans relâche" et détruite par les américains, se montrait suffisamment forte pour écraser les révoltes, sans que personne ne s'émeuve. Il faudra attendre que la victoire du régime soit assurée et que l'exode des Kurdes irakiens fasse peser une grave menace sur la Turquie, pour que s'enclenche le tintamarre en faveur des "malheureux" kurdes, et pour qu'apparaisse un "droit d'ingérence humanitaire" afin de refouler les indésirables.

Au Koweït la "libération" s'est transformée en cauchemar pour les Palestiniens et les travailleurs immigrés (Soudanais, algériens, etc.) qui ont été arrêtés, torturés et assassinés par centaines sous le regard impavide des forces d'occupation alliées. Pour les prolétaires de toute cette région, la paix qui s'est instaurée, celle qui risque de sortir des négociations israëlo-américano-arabes, ne sera que l'enfer de la misère, de la faim, de l'exploitation, de la répression.

L'occupation militaire par les forces américaines et alliées du Koweït, de l'Arabie Saoudite, de territoires irakiens du sud et du nord, ne pourra que constituer une pression supplémentaire sur les exploités en tant que défenseurs de ce "nouvel ordre" impérialiste.

Là seule perspective véritable, à terme, pour sortir de l'enfer de la paix impérialiste après l'enfer de la guerre impérialiste, est la lutte de classe; c'est-à-dire la lutte des prolétaires, des esclaves salariés, contre les capitalistes, la lutte des prolétaires qui reconnaissent partout dans la lutte contre les mêmes conditions de vie et de travail, dans la lutte contre l'exploitation, la possibilité et la nécessité de s'unir, par delà les différences de nationalités, de religions ou de races, dans une lutte internationale contre les bourgeois du monde entier.

### LE ROLE DES COMMUNISTES REVOLUTIONNAIRES

Les communistes révolutionnaires, c'est-à-dire les militants qui oeuvrent pour la défense intransigeante du programme communiste et pour la formation du parti de classe internationale, ne peuvent s'attendre à une reprise à brève échéance de la lutte révolutionnaire à grande échelle. Les conditions objectives se ressentent encore de la défaite historique du mouvement communiste dans les années 20. Mais les conditions matérielles et sociales des cycles de développement du capitalisme mondial rendent plus aiguës les contradictions inhérentes à ce mode de production; elles conduiront inévitablement à des explosions de lutte classiste en des temps et des lieux inattendus. Ces contradictions agissent objectivement en faveur de la reprise de la lutte de classe à grande échelle, en faveur de la reprise de la lutte révolutionnaire. mais cette lutte révolutionnaire ne pourra voir le jour que par la conjonction de deux grands facteurs historiques: le développement et l'expérience de lutte du mouvement de classe organisé, et l'influence

**"10. Comme effet de cette transformation économique et des transformations qui en résultent dans toute la vie sociale, la division de la société en classe sera éliminée et s'éliminera aussi la nécessité de l'Etat politique dont les engrenages se réduiront progressivement à une administration rationnelle de l'activité humaine".**

Ainsi, dans le programme communiste, tout est lié. Il n'y a pas d'anneau que l'on puisse isoler de l'ensemble de la chaîne, pour le remplacer par un différent. Le but final impose l'usage de ces moyens donnés, à l'exclusion de tous les autres, il n'y a pas de moyen qui ne renvoie dialectiquement au but final.

Tout cela devait être dit pour démasquer tous les inventeurs honteux de "partis nouveaux" (1)

(1) Les différents textes cités dans cet article sont: "Rapport" présenté par la Fraction Communiste au Congrès du PSI (15-21 janvier 1921) sur la direction du Parti; "Compte-rendu sténographique du XVII<sup>ème</sup> Congrès National du PSI" (1921); "Manifeste du PC aux ouvriers d'Italie" (1921); "Thèses et conditions d'admission à l'IC", votée au II<sup>ème</sup> Congrès; "Thèses de la fraction communiste abstentionniste" (1920); "Parti et classe" (1921); "L'Etat et la Révolution", Lénine (1917); "Lettre de Marx à Weydemeyer" (1852).

décisive sur celui-ci du parti communiste révolutionnaire.

Malheur aux communistes qui attendraient du mouvement prolétarien qu'il refasse tout le chemin qui historiquement est allé des premières manifestations ouvrières jusqu'à l'affrontement final avec la bourgeoisie; malheur aux communistes qui se réfugieraient

(Suite en page 6)

### EL PROGRAMA COMUNISTA

Num. 41 / Noviembre 1990

En este numero:

- Programa comunista reanuda su publicación
- Imperialismo, chovinismo. antimperialismo de clase
- Le reconquista del patrimonio teorico y político de la Izquierda comunista pasa tambien con la reapropiación de la praxis del partido correcto
- ?Que significa hacer el balance de las crisis del partido?
- Lo que distingue a nuestro partido
- El programa del partido comunista internacional

### IL COMUNISTA

No 25-26 / Nov. 90 Feb. 91

- Guerrasantismo e pace armata, dopo la guerra, scoppia la pace - E il cadavere cammina ancora..
- Medio Oriente: situazione di conflitto permanente
- Le origini del Partito comunista in Italia
- Il tempo è galantuomo -Coglionerie del pacifismo -Alcuni nostri interventi e prese di posizione
- Capitalismo, agricoltura, ambiente (appunti per la riproposizione della teoria marxista)
- Di front al "nuovo ordine mondiale"
- Riprendendo il bilancio sulle crisi avvenute nel nostro partito
- Contratto metalmeccanici: una dura sconfitta

## il comunista

organo del partito comunista internazionale

**GUERRASANTISMO E PACE ARMATA**  
- Dopo la guerra, scoppia la pace -

**E il cadavere cammina ancora...**

**Medio Oriente: situazione di conflitto permanente**

**La guerra**

**Alcuni nostri interventi e prese di posizione**

**Capitalismo, agricoltura, ambiente** (appunti per la riproposizione della teoria marxista)

**Di front al "nuovo ordine mondiale"**

**Riprendendo il bilancio sulle crisi avvenute nel nostro partito**

**Contratto metalmeccanici: una dura sconfitta**

## GUERRE SAINTE ET PAIX ARMÉE

( Suite de la page 5 )

dans la seule conservation jalouse de la théorie et le jugement dédaigneux sur tel ou tel épisode de lutte prolétarienne; malheur aux communistes qui ne s'attendraient qu'à une lutte révolutionnaire sans obstacles ni reculs, malheur à ceux qui n'agissent que "dans le concret" et se font dicter leurs mots d'ordre et leurs perspectives par les situations contingentes et les illusions qu'elles suscitent de pouvoir "être compris" sans effort par la classe ouvrière.

La tâche des communistes dans la situation historique défavorable à la lutte révolutionnaire doit être à l'opposé de la recherche d'expédients ou de raccourcis tactiques, qui se révèlent toujours être les pires obstacles au travail révolutionnaire. L'influence décisive que pourra s'assurer le parti communiste révolutionnaire sur le mouvement prolétarien international, ne pourra être que le résultat d'une longue série de batailles de classe - aussi bien pratiques que politiques et théoriques - importées dans la classe par les militants communistes en tant qu'expérience historique synthétisée, capable de surmonter toutes les contingences, tous les localismes, tous les hauts et les bas de la lutte. Pour être à la hauteur des tâches posées par la révolution prolétarienne, les communistes doivent défendre l'intégrité de ce patrimoine de batailles de classe, condensées dans le marxisme, et ils doivent agir dans la classe en étroite cohérence avec lui, en combattant toutes les déviations contingentes, démocratiques, anarchistes, spontanéistes ou autres, afin que le prolétariat puisse se constituer en classe révolutionnaire en lutte pour le pouvoir.

Réduits à une poignée de militants se tenant fermement la main pour éviter d'être entraînés dans le marais des voies prétendument plus faciles au communisme ou à la formation du parti de classe, nous défendons la tradition de la Gauche communiste d'Italie, non parce que celle-ci avait élaboré un marxisme "nouveau", mais parce qu'au contraire elle avait eu la force de travailler à la restauration et à la défense du marxisme authentique. Cette oeuvre s'inscrit dans la perspective de la formation du parti communiste mondial qui devra mener le prolétariat à la victoire finale sur le capitalisme. Sans ce parti la révolution serait impossible, comme l'aurait été la révolution russe sans le parti bolchévique.

La paix impérialiste qui suit la guerre impérialiste ne fait que préparer le terrain à de nouvelles guerres qui sont indispensables au capitalisme pour atténuer la pression des contradictions qui le travaillent. Mais la paix des capitalistes doit être transformée par les prolétaires en mouvement de lutte de classe pour leurs intérêts immédiats et historiques de classe. Ce n'est qu'à cette condition, à condition que le prolétariat ait pu acquérir une capacité de lutte anticapitaliste, que la guerre impérialiste peut être transformée en guerre civile pour la conquête du pouvoir. Et le succès ne peut sourire aux armées ouvrières que si le mouvement contre le capital est dirigé par le parti de classe, prolétarien par la classe sur laquelle il s'appuie, communiste par le but pour lequel il combat.

Alors sur les drapeaux de l'armée ouvrière internationale, il sera écrit: "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!" et le mot d'ordre "Guerre de classe contre la guerre bourgeoise" représentera l'espoir et la garantie du futur de l'humanité.

### A NOS LECTEURS

LA SORTIE DU NUMERO 409, INITIALEMENT PREVUE POUR DECEMBRE 90-JANVIER 91, A PRIS QUELQUE RETARD, PUISQUE DATE DE DEC. 90 / JANV.-FEVR. 91, IL N'EST PARU QUE FIN MARS 1991. CE NUMERO 410 EST DATE DE MARS-AVRIL-MAI.

LE NUMERO 411, DATE DE JUIN-JUILLET, SORTIRA FIN JUIN.

NOUS PRIONS NOS LECTEURS DE NOUS EXCUSER DE CES RETARDS QUE NOUS NOUS EFFORCERONS D'EVITER A L'AVENIR.

# Etats-Unis : de la crise économique aux fièvres guerrières

( Suite de la page 1 )

budgétaire américain. Il a aussi pour effet de freiner l'activité économique et par exemple de casser l'inflation, puisque les marchandises se vendent moins bien.

Mais le relèvement des taux d'intérêt ( qui traduit le fait que l'argent devient "rare" et "cher" ) met en péril non seulement les canards boiteux de l'économie, mais aussi toutes les entreprises, industrielles ou non (comme beaucoup d'établissements financiers), endettées, ainsi que le budget des ménages: l'économie américaine, la plus endettée du monde, vit sur une montagne de crédit; elle ne peut donc supporter une hausse importante et durable des taux d'intérêt sans plonger dans une grave crise.

Pourtant, il faut bien financer le déficit... Cette contradiction, les Etats-Unis essayent et essaieront de la résoudre, d'une part en réduisant ce déficit (loi Gramm-Rudman, censée faire disparaître le déficit budgétaire ), notamment en réduisant certaines dépenses militaires devenues sans objet. Mais ce déficit qui est devenu important sous l'administration Reagan a en fait une fonction de dopage de l'économie, selon les recettes Keynesiennes les plus classiques (intervention de l'Etat dans l'économie). Une réduction significative de ce déficit aurait donc l'effet d'accroître la récession.

Les Etats-Unis, despote du marché mondial et gendarme du monde, ont d'autre part, la possibilité plus agréable de faire supporter l'essentiel de l'effort à leurs chers alliés et protégés: en manipulant la valeur du dollar (mais il y a des limites à ces manipulations) pour rendre plus compétitives ses marchandises aux dépens de la concurrence, en obtenant l'ouverture des marchés étrangers, en contraignant les autres Etats à relancer leur économie...

Pour les prolétaires, la situation ne fera de toute façon qu'empirer dans tous les cas de figure. Si le chômage a pu être limité par la création de petits boulot aux salaires de misère, le salaire réel de l'ouvrier américain a substantiellement baissé par rapport à ce qu'il était il y a 15 ans.

A cela s'ajoute la misère de tous ceux qui, employés ou non, sans logement ou sinon de fortune, figurent dans les statistiques sous la rubrique "pauvres officiels". Leur nombre ne cesse de s'accroître, et si se sont encore les prolétaires noirs ou hispaniques qui sont les plus touchés, les blancs sont de moins en moins épargnés; le seuil limite de pauvreté s'applique à des couches de plus en plus larges, la petite-bourgeoisie payant aussi son dû aux problèmes du capital américain. Les Etats-Unis comptent officiellement 32 millions de pauvres, et leur proportion est passée de 11,7 % de la population en 79 à 13 % aujourd'hui (le seuil de pauvreté est fixé à 12092 dollars de revenus familiaux par année, soit 62000 francs). L'écart entre "riches" et "pauvres" ne cesse non plus de s'amplifier, car les modifications apportées à la fiscalité dès l'avènement de Reagan se sont faites principalement en faveur de la bourgeoisie, en sacrifiant les salaires faibles et même moyens: nombre de bonnes âmes bourgeoises se lamentent de la "disparition" de la classe moyenne, ce qui représenterait une menace pour la démocratie (lire: pour la paix sociale).

### L'influence de la guerre et du complexe militaro-industriel

Le capitalisme américain, malgré tout le plus puissant du monde, mais de plus en plus talonné par ses rivaux les plus proches que sont le Japon et l'Allemagne, en a fini, quoi qu'il en dise, avec l'époque de sa domination sans mesure. Dans le concert dissonant de l'impérialisme mondial, il est obligé de défendre sa position par des coups de force contre ses concurrents économiques les plus directs, alliés obligés pourtant dans les grandes causes politiques et militaires. Là où la force économique et diplomatique du capitalisme ne suffisent plus à garantir une domination totale, la force militaire vient prendre le relais. L'intervention militaire dans le Golfe démontre une fois de plus cette loi élémentaire des rapports interimpérialistes. Les Etats-Unis ne peuvent plus faire la démonstration de leur domination par la seule force de leur industrie, de leur compétitivité économique, de leur productivité. Est venu le temps pour eux de rappeler au monde qu'ils restent et de loin la puissance militaire dominante, et que rien ne pourra se faire ni se décider à propos du partage des marchés et des zones d'influence sans leur accord, c'est-à-dire sans que leurs intérêts ne passent avant ceux des autres.

Cette position renforcée après la guerre du Golfe allimente d'ailleurs l'anti-américanisme sous toutes ses formes, dont la plus dangereuse politiquement pour le prolétariat est certainement celle qui masque sa nature bourgeoise derrière le paravent de l'anti-impérialisme en "oubliant" que le premier devoir du prolétariat d'une nation impérialiste est de combattre le propre impérialiste

de son Etat; et que la dénonciation de l'impérialisme le plus puissant ne doit pas constituer objectivement un dédouanement des agissements impérialistes de sa propre bourgeoisie. Mais ceci est une question que nous avons abordée dans d'autres articles et que nous traiterons encore dans ses colonnes.

Sur la question de l'intervention de l'impérialisme dans le Golfe pour imposer son nouvel Ordre, là où le jeu diplomatique, les influences de l'argent, les liaisons d'intérêts objectifs (l'Irak a bénéficié du soutien de l'Occident durant toute la guerre contre l'Iran, et Saddam couvert de louanges), ne suffisent plus, les pseudo-marxistes et l'opportunisme en général raisonnent en personnalisant les causes de l'intervention. Là où il n'y a qu'une nécessité purement matérielle et objective, ils devinent la politique particulière de tel grand faucon américain ou petit faucon européen. Ils font donc de l'arrêt de la guerre non pas une question de la lutte de classe, mais une question de politique bourgeoise alternative, non belliqueuse comme si la politique de la canonniers n'était pas la résultante de poussées objectives du capital, mais relevait d'un choix en conscience de tels ou tels dirigeants ou de tels ou tels "auteurs de guerre".

La guerre du Golfe n'est pas celle du lobby américain de l'armement, même si celui-ci va en tirer des avantages bienvenus dans cette période de vaches maigres. Mais ces avantages seront limités car la guerre n'a pas duré assez longtemps pour faire plus que diminuer les stocks accumulés depuis des années... Lorsque les nations capitalistes les plus puissantes sur le plan économique et militaire ont épuisé toutes leurs armes économiques, financières, juridiques, diplomatiques et sociales pour tenter de juguler les effets de la crise sur leur domination du monde, ou pour les repousser à plus tard, il ne reste plus qu'à graisser les canons pour imposer par la force directe ce qui n'a pas pu l'être par ces autres moyens "pacifiques". Une telle évolution ne se fait pas du jour au lendemain; mais dans une période de crise capitaliste mondiale, elle annonce le retour à des solutions musclées de l'impérialisme. Dans les années 80, la production d'armes a connu un boom formidable, alimenté par des conflits locaux dont l'impérialisme attisait les braises. La guerre Iran-Irak, les Malouines, l'Afghanistan, le Nicaragua, le Tchad, Panama, Grenade, l'intervention sur la Lybie, etc, ont été autant d'occasions intéressées de maintenir une tension de guerre à l'échelle mondiale et de faire tourner à fond les usines de la mort.

Le militarisme bourgeois vient toujours à la rescousse du capitalisme en crise, du capitalisme qui a produit trop de capital, trop de marchandises et qui n'a plus d'autre ressource que de détruire toutes ces forces de production devenues inutiles, et de recréer sur ces ruines un nouvel ordre mondial, d'où se dégageront de nouveaux rapports de force et de domination: **"Le capitalisme moderne, qui a besoin de consommateurs parce qu'il lui faut produire toujours plus, a tout intérêt à rendre au plus vite inutilisables les produits du travail mort: cela lui permet de se mettre à les remplacer par du travail vivant, le seul dont il "suce" du profit. Voilà pourquoi il saute de joie quand vient la guerre et voilà pourquoi il est tant habitué à la praxis de la catastrophe"** (cf "Homicide des morts", in "Espèce humaine et croûte terrestre"; cité dans "La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste", Programme Communiste n 90). L'intervention militaire au Moyen-Orient s'inscrit donc dans cette logique, dont la conséquence a été de relancer le militarisme comme locomotive de l'économie. Elle renforce encore plus le rôle de la production militaire dans l'économie. Il ne s'agit pas encore de passer à une phase finale de guerre impérialiste généralisée qui détruit à grande échelle les forces productives pour poser les bases d'un nouveau cycle long d'accumulation capitaliste. Mais l'intervention de tous les grands impérialismes dans le Golfe confirme que nous sommes entrés dans une phase tumultueuse d'avant-guerre, où l'impérialisme pose les premières marques d'où se dégageront les futures alliances.

Les bourgeois eux-mêmes ne cachent pas toujours la finalité objective de leur politique. Dans "L'Expansion du 6/19 septembre 90, à la question "Comment l'économie américaine peut-elle payer une guerre coûteuse aujourd'hui ?", W. Niskanen, ex membre du Council of Economics Advisers (le Conseil des conseillers économiques du gouvernement) à l'époque de Reagan, explique que: **"L'expérience du XX<sup>e</sup> siècle nous montre que la production nationale augmente plus vite que les dépenses militaires en temps de guerre. Tel fut le cas pendant la Seconde Guerre mondiale (mais il y avait un effet de rattrapage après la crise des années 30). Pendant les guerres de Corée et du Vietnam, le PNB croissait de 140 quand les dépenses militaires progressaient de 100. L'effort de**

*guerre pourrait ranimer une croissance faible - et peut être même négative au troisième trimestre*".

La question de la politique militaro-industrielle des Etats-Unis met en évidence que le "libéralisme" de Reagan n'a pas, contrairement aux apparences, opté pour un "moins d'Etat" général (si ce n'est dans le domaine social). En fait, toute l'économie a été liée aux décisions de la Maison Blanche. La politique budgétaire de l'Etat a été clairement orientée pour contrer la baisse tendancielle du taux de profit, en transférant aux capitalistes une part supplémentaire du "Revenu national" qui allait auparavant aux couches inférieures de la population. Le prétendu "libéralisme" reaganien a utilisé à fond la puissance de l'Etat pour infliger une **attaque** contre la classe ouvrière, une "dérégulation" qui avait pour but de faciliter la concentration du capital en éliminant les secteurs peu productifs, en un mot pour augmenter le taux de profit moyen de l'économie, ou au moins pour donner un coup d'arrêt à la baisse inexorable du taux de profit. Le renforcement du secteur militaro-industriel qui s'inscrivait dans la politique de relance de l'économie avait un rôle important au niveau international, en accroissant la pression sur l'URSS (les américains ne se cachaient pas alors de vouloir "saigner" ainsi l'économie soviétique), mais aussi sur les alliés de l'OTAN, avec en ce cas un succès mitigé, puisque l'Europe, qui se sentait menacée par la "Guerre des étoiles", y a répondu par un renforcement de l'intégration économique de la CEE (programmes "Euréka", accélération du passage au "marché unique", etc.).

Le "désarmement" initié depuis les changements à l'Est n'est pas que de la poudre aux yeux; il correspond à l'effondrement du "bloc de l'Est" et la retraite de l'Union soviétique, qui fait allégeance à l'impérialisme dominant dans l'espoir d'avoir accès à ses capitaux. Il signifie, non l'ouverture d'une ère de paix comme la guerre du Golfe l'a démontré, mais une réorganisation et une réorientation du secteur de l'armement qui était devenu aussi un fardeau pour l'économie américaine affaiblie. Mais globalement l'importance du secteur militaro-industriel n'est pas prêt de s'affaiblir.

La guerre du Golfe a permis, après les "petites" interventions en Amérique centrale ou en Lybie, de redonner de nouvelles lettres de noblesse à ce secteur selon une suite logique amorcée dès le premier choc pétrolier: **"Après une restriction progressive du budget militaire global jusqu'en 1977, on assiste à un net retournement de tendance. En même temps, la structure de ces dépenses se modifie. Alors que les réductions de budget des années soixante-dix concernaient d'abord les frais de personnel, le renouveau actuel profite aux achats de bien d'équipement et à la recherche-développement. En ce sens, le "complexe militaro-industriel" est plus industriel aujourd'hui que par le passé.**

**"Les programmes globaux actuels représentent un montant de dépenses en très vive croissance: 930 milliards de dollars pour 1986-1988, contre 635 milliards pour les trois années précédentes (46 % de plus), et, si on prolonge les tendances passées, les collectifs budgétaires autorisant le dépassement des sommes votées devraient, pour ces trois années, aboutir à des coûts supérieurs de 90 à 170 milliards"** ("L'industrie américaine, fin de siècle", B. Bellon et J. Niosi, au Seuil, p. 145). Les auteurs de ce livre indiquent aussi par exemple que le budget militaire permet l'entretien d'environ 5,6 millions d'emplois, dont 2,1 millions d'emplois militaires, le reste d'emplois civils. Des secteurs entiers de l'industrie sont dépendants des commandes militaires: 38,5 % des commandes des avions viennent de l'armée, 25,3 % pour le secteur radio/TV, 17,9 % pour les tubes électroniques, 14,7 % pour les véhicules de transport, 12,9 % pour les composants électroniques, sans compter les secteurs de mécaniques lourdes, la métallurgie, etc. On comprend pourquoi la bourgeoisie japonaise redonne vie à son complexe militaro-industriel!

Voilà toute la vérité sur la signification des grandes palabres sur la paix et le désarmement, d'un côté on détruit des fusées obsolètes, de l'autre on fait tourner à fond les usines à canons.

### Le gouffre financier américain sera le sujet de nouvelles tensions internationales

Si le secteur militaire est le point fort des Etats-Unis, le point le plus fragile est sans conteste leur situation financière. Jusqu'à présent ils ont toujours réussi, en jouant sur les taux d'intérêts et sur le cours du dollar, à attirer les capitaux monétaires internationaux, principalement les capitaux excédentaires du Japon. La source internationale des capitaux n'est pas tarie certes, mais les difficultés d'approvisionnement commencent à se faire sentir et l'Amérique n'est plus la seule à être demandeuse d'argent frais. La recomposition de la carte internationale des marchés ouvre de nouvelles per-

spectives aux capitaux en mal de placement et tend à faire diverger encore plus les intérêts stratégiques des principales puissances financières.

Ce changement dans le paysage financier est en cours et ne rassure pas l'Oncle Sam. W. Niskanen, déjà cité plus haut, traduit à sa manière une sourde inquiétude: " *L'Allemagne n'aura plus rien à prêter d'ici trois ou quatre ans, et l'excédent japonais a diminué de moitié* ". Le financement du déficit américain est un problème lancinant. La fameuse loi Gramm-Rudman, qui fixait les étapes de désendettement de l'Etat, s'est avérée totalement irréaliste alors que la capacité à éponger le déficit américain des grands bailleurs de fonds que sont l'Allemagne et surtout le Japon s'épuise lentement. L'Allemagne a besoin de capitaux pour russifier sa réunification alors que sa balance commerciale vient de devenir déficitaire. Le flux de capitaux japonais vers l'étranger est en train de se réduire fortement. Les premiers signaux d'alarme sont déjà arrivés. En août 91, par exemple, une émission de 32 milliards de dollars de l'Etat n'a pu trouver preneur chez les japonais que pour 10% de la somme, alors que d'habitude, ils assuraient au minimum le tiers et généralement la moitié des souscriptions.

Les Etats-Unis, s'ils restent dans le domaine financier une force prépondérante, notamment grâce au dollar utilisé comme monnaie d'échange internationale, doivent composer avec les autres forces financières que sont principalement l'Allemagne et le Japon.

Pour atténuer les effets de la récession les grandes puissances réunies dans le Groupe des 7 (le G7) tentent d'uniformiser leurs politiques monétaires et bancaires. Mais l'exercice du G7 devient de plus en plus difficile. Comment concilier les intérêts de l'Amérique qui décide d'abaisser ses taux d'intérêt pour relancer l'investissement industriel, avec ceux de l'Allemagne qui cherche surtout à rallier à elle les capitaux pour faire face aux énormes besoins de la réunification?

Dans "L'Expansion" du 6/19 septembre 91, Ph. Le-fournier explique que : " *Certes, l'économie américaine, droguée de dettes, réclame une baisse des taux d'intérêt pour emprunter un peu plus et repousser le jour des comptes, mais elle ne maîtrise plus les taux d'intérêt dans un monde interdépendant, où les événements poussent le coût de l'argent à la hausse* ". La preuve de cette faiblesse avait déjà été apportée lorsque qu'en octobre 87, la Bundesbank relevait son taux d'escompte, donnant ainsi le signal de la débandade boursière. En février de cette année, le scénario se répète, l'Allemagne, par décision de la Bundesbank et du gouvernement, passe outre les recommandations du G7 et décide de relever ses taux d'intérêt, en poussant le taux d'escompte de 6 à 6,5 % et le taux lombard de 8,5 à 9 %. "L'Agefi", dans son numéro du 1er février note que : " *Alan Greenspan, le patron du Fed, a répété à plusieurs reprises que la pénurie de liquidités qui sévit aux Etats-Unis nécessiterait une nouvelle et rapide réduction des taux à court terme. Or à 6 3/4 %, l'objectif des fonds fédéraux se retrouve inférieur de près de 200 points de base au taux au jour le jour outre-Rhin* (autrement dit si l'on dispose de capitaux à placer sur le marché financier, il vaut mieux frapper à la porte des banques allemandes, NdIR). Une situation historiquement exceptionnelle et qui ne peut que s'aggraver avec toutes les conséquences que cela risque d'avoir sur le dollar, dont la stabilisation était elle aussi à l'ordre du jour de la dernière réunion des grands argentiers du monde industrialisés. Avec des rendements proches de zéro en termes réels, c'est-à-dire déflatés d'une inflation de plus de 6 %, le billet vert risque de faire l'objet d'une crise de confiance aiguë, alors que son repli de l'an dernier avait été "ordonné" ". Le climat n'est donc pas aussi serein entre les grands impérialistes que leurs gouvernements voudraient le faire croire. Derrière l'Allemagne dont les intérêts rentrent en contradiction avec ceux des Etats-Unis, l'Autriche et les Pays-Bas ont aussitôt emboîté le pas à la Bundesbank car ils font partie de la "zone Mark" ainsi que, dans une moindre mesure, la France.

Ce que les banquiers appellent la "qualité des crédits" ne cesse de se détériorer, c'est-à-dire que les emprunteurs d'aujourd'hui ont encore une importante ardoise de dettes non payées et avec ces nouveaux crédits leur solvabilité diminue autant que la solidité de leur trésorerie. L'endettement intérieur a fait des bonds prodigieux en l'espace d'une décennie. De 3900 milliards de dollars en 1980, il est passé dix ans plus tard à 10000 milliards, même déflaté de l'inflation, cela reste une progression demeurée. "Selon le Conference Board, la confiance des consommateurs est tombée au plus bas depuis le creux de 1982. Les défauts de paiement se multiplient. Il en va de même pour les entreprises: plus de 50 % de leurs gains sont absorbés par le service de la dette, contre 16 % dans les années 60 et 33 % dans les années 70. Un quart des sociétés restent insolubles en cas de récession", nous indique "L'Expansion" déjà citée.

La facture de la déconfiture des caisses d'épargne (mise en faillite en masse après qu'elles aient joué aux "junks bonds") s'élève à environ 300 milliards de dollars, celle du déficit du budget fédéral a été évalué à 250

milliards pour 1991 par les experts du Congrès, en se basant sur une croissance de 2,5 %, et sans tenir compte des frais de guerre, même si ceux-ci sont pris en charge par les alliés de la guerre (une autre estimation parle de 325 à 350 milliards de dollars en tenant compte du soutien de l'Etat aux banques en faillite et de la guerre du Golfe).

Mais les Etats-Unis ont peut être trouvé une parade à leurs problèmes financiers (du moins pour un temps). La guerre du Golfe a en effet éclipsé ce qui aurait pu faire l'effet d'une bombe dans les milieux financiers internationaux. Le gouvernement a annoncé en effet une nouvelle réforme bancaire, qui donnerait un grand coup de balai à une vieille réglementation datant de la crise de 1929 mise en place de divers systèmes de garde-fous. Elle faisait paradoxalement du système bancaire américain un système incapable de dépasser une certaine importance et influence. L'ancien règlement stipulait que les banques n'avaient pas le pouvoir de s'implanter en dehors de leurs Etats respectifs et que, d'autre part, elles ne pouvaient détenir le capital d'entreprises industrielles. Archaïquement, elles restaient des institutions quasiment usurières, n'intervenant que dans le seul monde de la finance pure et écartées de la réalité industrielle directe.

Pour assurer leur croissance, ce statut particulier les a poussé, grâce à la déreglementation réagissante, à se lancer dans la spéculation boursière, dans le financement inconsidéré d'un secteur immobilier commercial hypertrophié et à soutenir l'activité des spécialistes en OPA (alors qu'en Allemagne, le capital des industries est complètement verrouillé par les banques et protégé contre les opérations inamicales).

L'ouverture des banques au capital industriel, et des industries à celui des banques modifiera en profondeur, quel que soit le sort réservé pour cette fois à ce projet de réforme, les structures du capitalisme américain. C'est l'Allemagne et le Japon qui sont copiés, c'est donc la possibilité pour le capital américain de faire un pas de plus dans la concentration des forces productives. L'inévitable regroupement des grandes banques américaines donnera naissance à de nouveaux monstres capitalistes. Il est d'ailleurs prévu que sur les 12500 banques existantes sur le territoire, un millier seulement résisteront à cette concentration et elles absorberont les plus faibles dans une bataille qui risque d'être sans merci. Les restructurations de l'industrie laissées, dans la décennie 80, au bon vouloir des OPA sauvages de quelques raiders plus soucieux de leurs portefeuilles personnels que de sauvegarder et renforcer l'appareil productif défaillant, tendront, comme en Europe et au Japon, à être le fait des stratégies des banques, mariant les intérêts financiers purs avec ceux de l'industrie, et donc offrant une stratégie à plus long terme que la vision trimestrielle des simples boursicoteurs!

**Croissance affaiblie et productivité à la traîne**

Quant à la croissance du PNB pour cette année, indice résultant de tous les facteurs partiels, il doit encore chuter. De 4,4 % en 88, le PNB des Etats-Unis a glissé à 2,9% en 89 et se situerait autour de 1 % en 90. Pour 91, les pronostics des experts bourgeois varient selon s'ils font partie du camp des plutôt optimistes de nature ou des plutôt pessimistes, mais se situent nettement en dessous des chiffres de 90. "Selon une étude du chef économiste de Kemper Financial Services Inc, David Hale, qui a été publiée à la fin du Forum de Davos, la croissance du PIB (des E.U., NdRL) devrait être de 0,9% pour l'année 1990, de 0,1 % pour 1991 et repartir avec un taux positif de 2,7 % dès l'année suivante" ("L'Agefi", 8 février 1991).

Certainement ce n'est pas cette crise qui précipitera l'Amérique à la faillite. Certainement les capitaux injectés une nouvelle fois dans l'économie, vont permettre de donner l'illusion de surmonter les difficultés du marché, mais certainement aussi cette nouvelle plûre dopante laissera quelques traces pour les années suivantes, renforçant la fragilité de l'économie de casino des Golden boys. Les problèmes financiers des Etats-Unis sont toujours mis sur le devant de la scène, car ils traduisent de manière spectaculaire les difficultés de la production industrielle américaine face à un marché de plus en plus difficile.

L'exemple de l'industrie automobile est typique. Les trois grands constructeurs américains (les Big Three), General Motors, Ford et Chrysler, ont vu simultanément et pour la première fois depuis 81 leurs comptes devenir négatifs à la fin de l'année passée. GM a déjà annoncé la couleur des mesures qu'il prenait pour refaire surface: diminution de 15 % de ses effectifs de personnel, réduction du dividende de 47 %, suppression de primes aux travailleurs. Le recul des ventes de véhicules américains a en effet été de 27,8% en une année, les pertes annoncées pour les trois grands s'élèvent à 1,7 milliards de dollars. Pendant ce temps Toyota, dont une partie de la production est faite aux Etats-Unis (et avec de bien meilleures performances au niveau des coûts de production), Nissan et Honda, augmentent de manière constante leurs chiffres d'affaire, obligeant récemment le patron de Chrysler à interpeller Bush pour que le gouvernement limite l'importation de voitures japonaises.

Psychologiquement le choc est dur pour l'Amérique profonde pour qui l'industrie automobile, brille encore de ses mille chromes des années de domination absolue. En 1946, les Etats-Unis produisaient 79 % de la production mondiale de camions et voitures, ce qui était logique au sortir de la guerre. Ce taux est passé à 67 % en 1955, puis 48 % en 1960 pour tomber à 30 % en 1970, 21 % en 1980, pour remonter à 27 % en 1987. Dans le même temps, le Japon passait d'une production nulle, à 18 % en 1970 et 28 % en 1987 et rechuter ensuite, l'Europe produisant en cette dernière année citée 24 % de la production mondiale.

L'industrie de l'automobile révèle en fait l'incapacité du capital américain à assurer une croissance de sa productivité égale sinon supérieure à celle de ses principaux concurrents. L'immense marché intérieur et la situation de quasi monopole du capital américain sur celui-ci pendant tout l'après-guerre, la faible partie exportée de sa production comparativement au Japon et à l'Allemagne dont les marchés intérieurs sont ridiculement petits par rapport à leur potentiel de production, la domination sur les marchés des matières premières (pétrole en particulier), et bien d'autres facteurs, ont eu raison de la modernisation de l'appareil productif américain. Pour réduire les coûts de production, l'industrie américaine a plus de facilité à pousser le levier des salaires vers le bas plutôt que celui des moyens techniques de production vers le haut: " **Enfin, pour réduire leurs coûts salariaux, les entreprises américaines démenagent facilement leurs usines vers des régions ou des pays à bas salaires. Le résultat général est un retard dans l'automatisation et la robotisation et une hausse moins rapide de la productivité. Ainsi en 1980, il y avait, selon la définition américaine, quelque 3849 robots aux Etats-Unis et 14246 au Japon, soit un rapport de 1 à 3,7; en 1982, l'écart, tant absolu que relatif s'était agrandi : 7232 contre 31900, soit un rapport de 1 à 4,4** " ("L'industrie américaine fin de siècle", déjà cité, p85).

En prenant comme base l'indice 100 pour 1970, la productivité industrielle entre 1970 et 1985 est passée à 150 % pour les Etats-Unis, à 247 % pour le Japon, à 185 % pour l'Allemagne, à 201 % pour la France, à 191 % pour l'Italie, mais seulement à 167 % pour la Grande-Bretagne et 150 % pour le Canada. Ceci ne doit pas faire oublier que la productivité du travail américaine est la plus forte du monde, ce qui est bien normal pour le pays où l'accumulation capitaliste est la plus grande. Les bourgeois ne peuvent comprendre ce problème de la faible croissance de la productivité, car c'est le marxisme qui en donne la clé: la faible augmentation de la productivité, ou en termes marxiste la faible augmentation relative de l'accumulation capitaliste, s'explique par la très forte composition organique déjà atteinte par le capital, et donc la baisse tendancielle du taux de profit.

Pour échapper à cette loi, les entreprises capitalistes préfèrent investir dans les pays à faible composition organique du capital, car c'est la garantie d'un taux de profit élevé, même si la productivité du travail y est faible. L'augmentation de la productivité du travail entraîne la baisse du taux de profit, car cette augmentation de productivité est pour l'essentiel due aux investissements productifs (machines, équipements divers).

**Le réveil américain réveillera aussi les antagonismes entre les grandes puissances capitalistes**

Le capitalisme américain a surtout joué à la Bourse ces dernières années plutôt qu'il n'a agi en capitaliste industriel car les investissements industriels rapportaient bien moins; son avance sur ses concurrents a fondu et même disparu dans beaucoup de domaines. Seule l'industrie de l'armement, bénéficiant de l'accroissement des dépenses budgétaires militaires sous Reagan a pu rester la tête hors de l'eau, conserver et augmenter son avance. La guerre du Golfe a ensuite montré quel rôle l'Amérique entendait lui faire jouer.

Les Etats-Unis forts de leur intervention contre l'Irak, vont utiliser leur position confirmée de leadership mondial pour faire pression sur leurs alliés dans toutes les négociations en cours ou à venir, afin de faire prévaloir dans tous les cas leurs intérêts spécifiques, qu'ils soient financiers, douaniers, politiques ou militaires.

L'impérialisme américain ne peut plus lutter sur le plan purement industriel (donc de la production de marchandises et de la réalisation de plus-value qu'il peut en tirer) à armes égales contre ses principaux adversaires capitalistes, aux performances productives nettement supérieures et situés plus au centre des nouveaux marchés (Asie pour le Japon et Europe pour l'Allemagne) et dont l'appareil productif est tout entier tourné vers l'exportation. Mais la situation de tourmente dans laquelle sont entrés les équilibres politiques, économiques et militaires hérités du passé d'après-guerre, permet aux Etats-Unis de consolider leur rôle de gendarme international et surtout d'ôter l'envie à tout autre de venir le concurrencer sur ce terrain. Fort de ce rôle confirmé par la "communauté internationale", ils pourront, et ils ont déjà commencé à le faire dans les grandes négociations commerciales type GATT, faire passer à la caisse leurs concurrents les plus menaçants.

Le Japon comme l'Europe ne peuvent que dire Amen à leur protecteur des puits de pétrole ... pour l'instant ! **Mais l'attraction de l'interdit posé par l'Amérique est aussi forte que l'interdit lui-même.** En faisant un pas de plus vers le militarisme et en réaffirmant le rôle de la violence impérialiste pour établir les nouvelles bases du partage du monde, celle-ci pousse inéluctablement ses alliés-concurrents à rentrer dans le jeu de la folle course poursuite avec elle. Après avoir rattrapé les Etats-Unis sur le plan économique et financier, le reste du monde impérialiste cherchera à les rattraper sur le plan militaire et de la fonction de gendarme, ne fût-ce au début que dans ses marches immédiates, et s'ils n'y parviennent pas chercheront à les tenir à distance sur le plan économique et financier.

Le monde capitaliste n'a donc pas fini d'être secoué par de multiples contradictions qui ne feront que s'amplifier. La classe ouvrière, si elle ne réagit pas en défendant ses intérêts totalement indépendants, de classe, et en rompant tous les liens avec l'Etat bourgeois et les illusions démocratiques paralysantes, paiera pour l capital, paiera pour l'ordre impérialiste, paiera pour la guerre. Mais la classe ouvrière, nous en sommes convaincus, saura reprendre le chemin de la lutte de classe et saura se réapproprier les traditions de lutte qui furent les siennes pour ne pas tomber dans le piège de la défense des intérêts nationaux ou de la "civilisation" des droits de l'homme et pour renverser l'ordre capitaliste mondial.

#### CORRESPONDANCE:

**POUR LA FRANCE** : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon  
**POUR LA SUISSE** : Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne  
**POUR L'ITALIE** : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur - gérant : Dessus.  
**Versements**: timbres poste, mandat ou chèque à l'ordre de : Dessus. **Abonnement au prolétaire**: 50 FF / 200FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien**: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. **"Programme Communiste"** (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et CDN: \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement**: le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien**: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et CDN: us\$35. **"Il Comunista"**, le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement**: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien**: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **"El Programa Comunista"**, le numéro: 400 Pts / 250 Ecs. / America latina: US \$ 0,5 / USA et CDN: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien**, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et CDN: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs.

#### PROGRAMME COMMUNISTE

No 91 - Juin 1990

Prix de l'exemplaire : 25FF / 140FB / 10FS / 5000Li / 10DM / 450pts / USA et Canada \$4 / Am. latine \$1  
 Commande à Ed. Programme

## programme communiste

#### SOMMAIRE

- A L'EST : DERRIERE L'OMPRESENTE REVENDECTION DE LA DEMOCRATIE, MURIT MALGRE TOUT LA REPRISE DE LA LUTTE PROLETAIRENE DE CLASSE 1
- COURS DE L'IMPERIALISME MONDIAL 10
- LA GUERRE IMPERIALISTE DANS LE CYCLE BOURGEOIS ET DANS L'ANALYSE MARXISTE (1) 30
- SUR LE FL OU TEMPS INTRODUCTION CAPITALISME CLASSIQUE ET SOCIALISME ROMANTIQUE L'OURS ET SON GRAND ROMAN 46

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI**  
 la revendication de la ligne qui va de l'ère à l'ère, le fondement de l'impérialisme capitaliste et du Parti Communiste d'Europe (L'Europe, 1912) le Parti Communiste d'Amérique (Amérique, 1919) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 1920) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 1924) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 1926) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 1928) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 1930) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 1932) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 1934) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 1936) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 1938) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 1940) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 1942) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 1944) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 1946) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 1948) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 1950) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 1952) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 1954) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 1956) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 1958) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 1960) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 1962) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 1964) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 1966) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 1968) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 1970) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 1972) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 1974) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 1976) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 1978) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 1980) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 1982) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 1984) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 1986) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 1988) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 1990) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 1992) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 1994) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 1996) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 1998) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2000) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2002) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2004) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2006) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2008) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2010) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2012) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2014) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2016) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2018) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2020) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2022) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2024) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2026) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2028) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2030) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2032) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2034) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2036) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2038) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2040) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2042) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2044) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2046) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2048) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2050) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2052) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2054) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2056) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2058) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2060) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2062) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2064) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2066) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2068) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2070) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2072) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2074) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2076) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2078) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2080) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2082) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2084) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2086) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2088) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2090) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2092) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2094) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2096) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2098) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2100) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2102) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2104) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2106) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2108) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2110) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2112) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2114) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2116) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2118) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2120) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2122) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2124) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2126) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2128) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2130) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2132) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2134) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2136) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2138) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2140) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2142) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2144) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2146) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2148) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2150) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2152) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2154) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2156) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2158) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2160) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2162) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2164) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2166) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2168) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2170) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2172) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2174) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2176) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2178) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2180) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2182) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2184) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2186) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2188) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2190) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2192) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2194) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2196) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2198) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2200) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2202) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2204) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2206) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2208) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2210) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2212) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2214) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2216) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2218) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2220) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2222) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2224) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2226) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2228) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2230) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2232) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2234) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2236) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2238) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2240) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2242) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2244) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2246) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2248) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2250) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2252) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2254) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2256) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2258) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2260) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2262) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2264) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2266) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2268) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2270) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2272) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2274) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2276) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2278) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2280) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2282) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2284) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2286) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2288) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2290) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2292) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2294) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2296) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2298) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2300) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2302) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2304) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2306) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2308) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2310) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2312) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2314) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2316) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2318) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2320) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2322) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2324) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2326) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2328) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2330) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2332) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2334) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2336) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2338) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2340) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2342) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2344) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2346) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2348) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2350) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2352) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2354) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2356) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2358) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2360) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2362) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2364) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2366) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2368) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2370) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2372) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2374) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2376) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2378) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2380) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2382) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2384) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2386) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2388) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2390) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2392) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2394) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2396) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2398) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2400) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2402) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2404) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2406) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2408) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2410) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2412) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2414) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2416) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2418) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2420) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2422) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2424) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2426) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2428) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2430) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2432) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2434) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2436) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2438) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2440) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2442) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2444) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2446) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2448) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2450) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2452) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2454) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2456) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2458) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2460) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2462) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2464) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2466) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2468) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2470) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2472) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2474) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2476) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2478) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2480) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2482) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2484) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2486) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2488) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2490) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2492) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2494) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2496) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2498) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2500) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2502) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2504) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2506) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2508) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2510) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2512) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2514) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2516) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2518) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2520) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2522) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2524) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2526) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2528) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2530) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2532) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2534) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2536) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2538) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2540) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2542) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2544) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2546) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2548) le Parti Communiste d'Europe (Europe, 2550) le Parti Communiste d'Asie (Asie, 2552) le Parti Communiste d'Afrique (Afrique, 2554) le Parti Communiste d'Océanie (Océanie, 2556) le Parti Communiste d'Amérique latine (Amérique latine, 2558) le Parti Communiste d'Europe

# L'alibi humanitaire au service de l'impérialisme

Les deux millions de kurdes d'Irak, qui viennent de prendre le chemin de l'exil dans les plus atroces conditions qu'il soit possible d'imaginer, marchant dans la boue, trempés par la pluie et la neige, mordus par le froid, affaiblis par la faim et la soif, affaiblis par la maladie, font la une des manchettes, mobilisent les bonnes consciences bourgeoises et petites-bourgeoises dans un concert de lamentations hypocrites et indécentes. Pour sauver le pétrole, mais d'abord pour réaffirmer la puissance militaire et le rôle de grand gendarme du monde des Etats-Unis, avec à leur suite les impérialismes de seconde importance comme la France ou l'Angleterre, la bourgeoisie a su mobiliser tous ces capitaux, toutes ses armes, et surtout **toute sa propagande**. Le résultat de l'intervention militaire contre l'Irak, ne pouvait pas ne pas provoquer de puissantes secousses dans un équilibre régional extrêmement fragile.

L'intérêt de l'impérialisme - et Schwarzkopf a bien dû l'admettre publiquement après avoir osé faire part de "divergences" avec son Président - n'est pas de faire éclater l'Irak, car cela ne pourrait que donner le signal de la curée pour les proches voisins que sont l'Iran, la Syrie, la Turquie, qui tous sont prêts à se jeter sur la dépouille de l'Irak. L'impérialisme s'en tient à sa politique des "équilibres" : pas de puissance locale trop forte qui serait capable d'imposer un point de vue différent de celui de l'Amérique (idem pour les impérialistes de l'Europe), hormis Israël dont elle n'a bien sûr rien à craindre.

Bien que l'explication de l'impérialisme sur les raisons de son intervention militaire ait été noyée dans le marais des pleurnicheries usuelles sur la "violation du droit international et des droits de l'homme", c'est bien là sa ligne politique dans la région. Il était donc évident que ni les kurdes, ni les chiites ne pourraient tirer leur épingle du jeu de cette guerre. L'autorisation faite par les alliés de laisser Saddam utiliser les hélicoptères à des fins "humanitaires" ou "civiles" est à classer dans les sombres annales du cynisme bourgeois ! De même, si la Garde républicaine n'a pas été détruite, c'est pour laisser au parti Baas de quoi "nettoyer" le Sud et le Nord de l'Irak.

Dès les premières incursions des peshmergas dans les villes du Nord et dès les premières passes d'armes des moudjahidins dans celles du Sud, l'impérialisme a fait entendre sa voix, avertissant ouvertement qu'il n'était pas favorable à une "partition de fait". Roland Dumas a lui aussi "fait part de son inquiétude" face à ce "ris-

que". Et derrière ces réserves verbales de l'impérialisme, les chiites comme les kurdes devaient comprendre - Saddam l'a bien compris quant à lui - que le feu vert était donné au "tyran de Bagdad" pour lui permettre de remettre de l'ordre dans le pays. Pour mieux préparer le terrain à la répression de Saddam, les alliés n'auront pas fait que permettre aux restes de l'armée irakienne d'utiliser leurs armes contre les rebelles, ils auront aussi joué un double jeu avec les organisations de la résistance kurde et chiites, recevant leurs délégations et "instaurant le dialogue" avec elles.

Du côté kurde, toutes les organisations de la résistance, réunies au sein du Front du Kurdistan, ont d'autant mieux mordu à l'hameçon qu'elles ont toujours pratiqué la politique de manœuvre des alliances avec l'impérialisme ou telle ou telle puissance bourgeoise locale. L'histoire des kurdes est truffée de sanglantes défaites dues à leur manipulation par l'impérialisme, l'Irak, l'Iran, la Turquie ou la Syrie; manipulation consentie par la résistance kurde qui a toujours accepté de jouer les intérêts des uns contre ceux des autres, jetant les masses kurdes dans la gueule du loup. Cette histoire démontre à toutes les masses opprimées qu'elles n'ont rien à attendre du jeu des alliances avec l'impérialisme ou des puissances locales.

Aujourd'hui, cette résistance kurde (mais aussi chiite) pensait "enfin" recevoir le soutien de l'Amérique, de la Syrie et même d'Israël; elle basait donc encore une fois toute son action sur cette alliance. Les faits lui ont encore une fois donné tort, mais cela ne changera pas sa politique faite de manœuvres et de retournements de veste. "Cette politique (de langage des kurdes par les E.U., NDLR) est erronée. Ce n'est pas l'intérêt des Etats-Unis. Nous espérons qu'ils vont la reconsidérer", déclarera Kamal Fouad de l'Union Patriotique du Kurdistan. L'appel est clair : Messieurs les américains aidez-nous aujourd'hui, nous vous le rendrons cent fois demain, en représentant vos intérêts dans la région.

Cela montre bien que le sort des masses laborieuses du Moyen-Orient ne sera pas amélioré par la voie démocratique bourgeoise, fût-elle de résistance armée, mais seulement par une force en rupture complète avec les intérêts bourgeois, nationalistes ou impérialistes, cette force qui est celle du prolétariat international organisé en parti.

Face au flux des réfugiés, les démocrates ont feint de s'émeuvoir, ont de nouveau gesticulé et

fait appel à l'aide et la solidarité humanitaire internationale, sous contrôle de l'ONU, etc, pour venir en aide aux kurdes perdus dans les montagnes. Mais leurs larmes ne sont que du poison mortel pour les masses qui souffrent, parquées dans de véritables camps de la mort.

Cette action humanitaire n'est jamais que le service après-vente de la guerre et les organisations caritatives officielles d'Etat ou ONG ont un rôle très clair à jouer pour garantir à l'impérialisme les conditions de sa domination et de son partage du monde. Elles rendent les guerres les plus cruelles "acceptables pour l'histoire bourgeoise et démocratique", acceptables aussi et surtout aux yeux des prolétaires. Elles renforcent enfin la mobilisation interclassiste de l'Union Sacrée autour des motifs de guerre.

Les démocrates que les contradictions de plus en plus aiguës du capitalisme mondial poussent à devoir utiliser plus fréquemment le langage et les moyens militaires, ont besoin pour que le prolétariat de leur nation se range derrière l'oriflamme des intérêts de brigand de leur "patrie", que la guerre soit "propre", "aseptique", que la guerre n'apparaisse que comme une question limitée aux seuls militaires, sans répercussions majeures sur les populations civiles. Les alliés ont donc appliqué pendant la guerre la tactique des bombardements "chirurgicaux", ne concernant soit-disant que des objectifs militaires et dont la précision, grâce au guidage laser, devait épargner les zones civiles. La réalité a été que la plupart des bombardements ont raté leur cible, écrasant les quartiers avoisinant la cible "militaire". En fait de cible militaire, les bombardements ont été acharnés contre toutes les infrastructures de l'Irak, coupant l'électricité pour les hôpitaux, l'eau potable, les circulations, etc.

Le Nord de l'Irak, en territoire kurde, a été bombardé comme partout. Après les bombes alliées, les kurdes ont donc reçus celles au phosphore de la Garde républicaine.

La dernière "nouveau" politique des démocrates a été "l'ingérence humanitaire", au nom de laquelle il serait possible - et ce serait même un devoir - d'intervenir militairement dans un pays tiers, chaque fois qu'un dictateur outrepasserait "certaines limites". En fait cette "nouveau" dévoile le cynisme de l'impérialisme. Il fut un temps dans l'histoire où c'était le drapeau de l'évangélisation des peuples que tenaient en main les généraux. Aujourd'hui c'est celui des "droits de l'homme". Mais hier comme aujourd'hui, c'est toujours la défense des intérêts bourgeois,

coloniaux ou impérialiste, qui est le ressort de la politique militaire des Etats capitalistes les plus "avancés". Les humanistes en tout genre ne sont que les serpillères de l'impérialisme pour essuyer le sang qu'il a fait verser! Après leur passage tout redevient propre!

Aujourd'hui l'objectif des alliés et des organisations humanitaires est très simple : **refouler** les réfugiés kurdes qui cherchent à passer en Turquie, les fixer dans des camps en Irak, **contrôler** ces camps par des soldats alliés (et demain peut-être par des soldats turcs sous uniforme de l'ONU), accorder un minimum d'aide pour éviter que ces camps ne deviennent les foyers d'explosions incontrôlables, faisant par les représentants de la "résistance", faisant courir le danger pour l'ordre impérialiste local d'un nouvel embrasement de la région touchant aussi la Turquie épargnée jusqu'alors par les turbulences du Moyen-Orient.

C'est cette liaison objective entre les humanitaires et les forces coercitives et militaires de l'impérialisme que nous dénonçons et que nous appelons tous les prolétaires à dénoncer, en leur demandant de ne pas tomber dans le piège à la sensibilité au sort des réfugiés kurdes, utilisée comme dans tout autre cas semblable pour les amener à défendre leur bourgeoisie dans la concurrence internationale que se livrent les alliés sur le plan humanitaire pour se faire une meilleure place dans la région, après avoir été poussés à défendre leurs menées militaires.

## POINTS DE REPÈRE

Après une promesse faite aux kurdes d'accéder à une indépendance territoriale, en 1920 au traité de Sèvres, l'impérialisme, dont le découpage du Moyen-Orient ne tenait compte que des intérêts de rapine de chacun des grands vainqueurs de la première guerre mondiale, revint rapidement sur ses promesses d'un jour.

Le traité de Lausanne en 1923, coupera le territoire kurde en multiples morceaux. L'Angleterre, à qui revenait le mandat sur le futur Irak y ajoutera l'ancien vilayet kurde de Mossoul, dont le sous-sol regorgeait de pétrole.

Depuis, les kurdes sont répartis comme suit : 12 à 15 millions en Turquie, 6 à 8 millions en Iran, 4 à 5 millions en Irak, 1 million en Syrie, 350000 en URSS. Autant dire que pour l'impérialisme ces quelques 25 millions de kurdes sont une véritable bombe à retardement pour l'ordre au Moyen-Orient.

## Pérou : le choléra n'est pas une fatalité !

Le changement de président, Alan García contre Alberto Fujimori, n'a pas changé d'un iota le sort des prolétaires du Pérou, et il ne pouvait pas en être autrement, malgré tous les propos des faiseurs d'illusions démocratiques. Le capitalisme péruvien souffre de tous les maux des petites nations capitalistes qui sont bien incapables de s'élever au rang des plus forts et qui doivent se contenter d'un capitalisme de seconde zone, exploitant avec d'autant plus de férocité les prolétaires et masses laborieuses.

A la merci des grands usuriers mondiaux, incapable d'assumer et de résoudre la question agraire, les rapports avec les populations indiennes des hauts plateaux, le capitalisme péruvien n'a que la plus grande misère à offrir aux masses laborieuses. Elles vivent dans les conditions les plus terribles : pas de logement, ou seulement les bidonvilles, la faim qui tenaille les ventres tous les jours, les tas d'ordures que l'on fouille à la recherche du moindre objet encore utile, avec comme seul horizon la poussière des "rués" qui se transforment en boue au moindre orage.

Ces conditions, elles ne sont pas prêtes de ne plus les connaître, tant le Pérou est enfoncé dans la crise, étranglé par la dette, et miné par une économie toute entière tournée vers les profits de la drogue. Sous la présidence de García l'inflation avait atteint le taux record de 2 millions de % en 5 ans. La solution du nouveau président a été draconienne et directement inspirée par les conseils du FMI, toujours à disposition pour ce genre d'activité (d'ailleurs si on ne le demande pas, il s'invite!). Le résultat a été de pousser

encore plus les masses laborieuses et les prolétaires vers une situation dramatique, sur le plan du chômage, de l'alimentation, du logement, de la santé.

"Bilan économique et social" de 1990 notait à ce propos que : *"Le coût social de ces mesures, qui se voulaient équitables, a été extrêmement élevé: si les Nations Unies recensaient sept millions de péruviens dans une situation d'extrême pauvreté (le tiers de la population) avant le "Fuji-choc", un nouveau contingent de cinq millions les y rejoignait après. Le pouvoir d'achat de la classe moyenne diminuait de moitié, et le SMIG de 50 dollars pouvait à peine couvrir le quart du coût du panier de la ménagère. Seules, l'origine populaire du régime, et sa "militarisation" (l'état d'urgence imposé sur une grande partie du territoire), peuvent expliquer l'absence d'explosion sociale"*.

Les prochaines années ne changeront rien à cet état de misère. La conséquence immédiate de cette pauvreté générale des masses prolétariées et sans réserves ne pouvait être qu'une détérioration profonde de l'état de santé physique des individus.

L'épidémie de choléra qui frappe les sans-réserves est la conséquence du système capitaliste et non d'une quelconque fatalité divine ou d'une mauvaise gestion de la santé publique. La bourgeoisie a toujours juré aux prolétaires que le capitalisme et la démocratie leur apporteraient santé, confort et dignité; mais l'histoire a toujours démontré le contraire.

Les bourgeois sont naturellement effrayés de

cette épidémie de choléra, non pas parce qu'ils se soucient du sort des malheureux victimes de la maladie et à demi mourant dans leurs taudis, mais parce qu'une épidémie, contrairement aux limites physiques d'un bidonville, ne peut pas être endiguée par la force des matraques et la brutalité militaire!

Le cynisme bourgeois s'est encore étalé en plein jour; alors que les malades réclament des médicaments, des lits d'hôpitaux, du matériel médical, et que dans les bidonvilles les habitants continuent faute de mieux d'aller chercher leur eau aux sources polluées, l'Etat et ses bonnes consciences appellent la population démunie à respecter des "règles élémentaires d'hygiène", alors que justement elles souffrent du manque de l'élémentaire. Les bons conseils des bourgeois consistent à demander aux habitants des bidonvilles de ne plus manger de poissons, ni aucun autre aliment susceptible de transmettre le virus. Mais que leur reste-t-il donc, à crever de faim plutôt que de choléra?

Le nombre de malades se compte par dizaines de milliers (et peut être bientôt, le temps que ce journal parvienne à la lecture, la centaine de milliers sera dépassée), celui des morts par centaines. Déjà l'épidémie a traversé les frontières, l'Equateur est notamment touché. Tous les pays voisins ont donc fermé leurs frontières, ont fait cesser toutes les activités d'échange sur la plan agro-alimentaire. Les grandes puissances ont fait de même.

L'Occident, si généreux, était bien trop occupé

par la guerre du Golfe, pour s'intéresser à ces vicissitudes sanitaires. Il n'y a pas d'argent à faire sur les maladies de pauvres! Pourtant le choléra n'est pas une maladie particulièrement difficile à soigner, les méthodes sont simples et les médicaments existent. Mais ce serait bien inutile pour le capital, qui a suffisamment de matière humaine à exploiter dans le monde pour se soucier de la santé de quelques millions d'individus.

Les terribles souffrances infligées aux masses de sans-réserves ne cesseront qu'avec la destruction de l'ordre capitaliste. Les mesures caritatives que la bourgeoisie nationale et internationale mettra en place pour, dans son langage, "apaiser la souffrance des hommes", ne sont qu'un emplâtre de plus sur une jambe de bois. C'est par la lutte de classe et seulement par elle, que les masses prolétariées des bidonvilles et des campagnes parviendront à imposer de meilleures conditions sanitaires, de santé, de vie, de logement.

31 mars 1991

**Note:** les dernières informations indiquent que 6 millions de personnes risquent d'être touchées par le choléra en Amérique Latine. Il y a eu déjà 1000 morts au Pérou, et l'épidémie vient de franchir la frontière Brésilienne ! Mais le choléra n'est pas la seule "maladie des pauvres" qui frappe le Pérou; il y a aussi le paludisme qui a touché 30 000 personnes en 1990, la "lépre andine" (leishmaniose), la dengue, la tuberculose (90 000 cas)...